

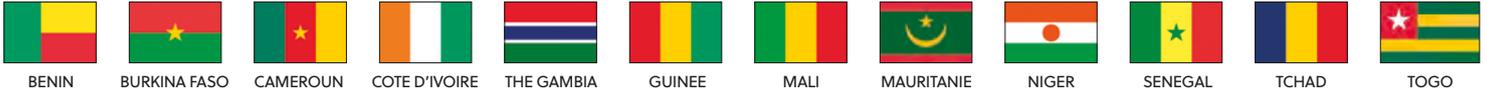


SWEDD

AUTONOMISATION
DES FEMMES ET
DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S
EMPOWERMENT
AND
DEMOGRAPHIC
DIVIDEND

RAPPORT ANNUEL 2023



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA



Projet autonomisation
des femmes et dividende
démographique
au Sahel – SWEDD

RAPPORT ANNUEL 2023

Élaboré par le
Secrétariat Technique Régional

Remerciements

Le Secrétariat Technique Régional (STR) du projet, qui a compilé ce rapport, exprime sa sincère gratitude à toutes les personnes et organisations qui ont contribué, depuis 2015, à la mise en œuvre du projet SWEDD dans les pays membres. Leur soutien, leur collaboration et leur dévouement sont d'une valeur inestimable en vue de l'engagement en faveur de la santé des femmes et de l'éducation des filles pour l'autonomisation des femmes et la capture du dividende démographique en Afrique.

Les remerciements vont en premier lieu aux ministres, membres du Comité Régional de Pilotage (CRP), organe suprême de gouvernance du projet SWEDD pour le leadership et l'engagement en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles.

Sincères félicitations et remerciements aux Unités de Gestion et de Coordination des Pays (UGP/UCP) SWEDD : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad pour leur ferme engagement.

Sincères remerciements à la Banque Mondiale qui finance le projet SWEDD pour l'appui multiforme sans failles.

Sincères remerciements à l'endroit des organisations régionales, africaines et de développement parties prenantes du projet que sont : l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), pour leur précieuse contribution et leur soutien technique nécessaire à la réussite du projet.

Enfin, sincères gratitudeux aux partenaires institutionnels techniques et aux personnes qui ont accompagné la mise en œuvre du projet au cours de cette année 2023, notamment le Population Council, Equimundo, Plan International, le Centre Humanitaire des Métiers de la Pharmacie (CHMP), le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG), le Centre d'Études de la Famille Africaine (CEFA).

Ce partenariat novateur a contribué à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles et la capture du dividende démographique en Afrique.



Sommaire

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6	Chapitre III	
INTRODUCTION	10	Le Renforcement du plaidoyer et de l'engagement politique en faveur de la SRMNIN aux niveaux régional et national	35
PRINCIPALES RÉALISATIONS AU COURS DE L'ANNÉE 2023	13	3.1. Le renforcement du plaidoyer et de l'engagement politique en faveur de la SRMNIN aux niveaux régional et national	35
Chapitre I		3.2. Renforcement des capacités d'élaboration des politiques de suivi et évaluation des questions de dividende démographique	36
Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes	14	3.3. Suivi, Évaluation, Recherche	38
1.1. Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC)	15	3.4. Cadre des résultats régional adapté aux évolutions du projet	40
1.2. Interventions en faveur de l'autonomisation des femmes	20	3.5. Renforcement des capacités de mise en œuvre du projet	41
Chapitre II		BILAN FINANCIER	42
Renforcer les capacités régionales et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé qualifiés	29	CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS	45
2.1. Amélioration de l'accessibilité des contraceptifs au niveau communautaire	30	PRIORITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE 2024	46
2.2. Amélioration de la performance de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique, distribution au dernier kilomètre	32	CONCLUSION	48
2.3. Amélioration de la disponibilité des agents de santé de la reproduction en milieu rural, renforcement de la fonction sages-femmes et autres personnels impliqués dans la prestation de services SRMNIN	33	ANNEXES	49

Liste des tableaux

TABLEAU 1 Activités clés, défis rencontrés et recommandations	15
TABLEAU 2 Impact des campagnes de communication au niveau de la communauté.....	16
TABLEAU 3 Nombre d'espaces sûrs, de CdFM et de CdM et leurs bénéficiaires en 2023.....	20
TABLEAU 4 Autonomisation économique des jeunes femmes par type d'appui	26
TABLEAU 5 Résumé des résultats atteints en 2023.	29
TABLEAU 6 Statut de la disponibilité des contraceptifs au niveau communautaire en 2023	30
TABLEAU 7 Ressources dépensées Vs ressources planifiées au cours de l'année 2023 (WAH01 & BNA01)	43
TABLEAU 8 Répartition des montants par fonds code	43
ANNEXE 1 Cadre de résultats du projet SWEDD-2023.....	51
ANNEXE 2 Recommandations CRP 2022: état de mise en œuvre	52

Liste des cartes

CARTE 1 Carte d'expansion du projet SWEDD	11
CARTE 2 Répartition des espaces sûrs dans les pays SWEDD.....	20

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1 Phase d'expansion du projet SWEDD	11
GRAPHIQUE 2 Interventions de Maintien des filles à l'école	23
GRAPHIQUE 3 Taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires en 2023.....	25
GRAPHIQUE 4 Nombre de cas de VBG et pratiques néfastes : objectifs et résultats en 2023.....	27
GRAPHIQUE 5 Nombre de nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne par pays selon l'objectif visé et le résultat atteint en 2023.....	31
GRAPHIQUE 6 Taux de rupture des produits contraceptifs au niveau les points de prestations de services dans les zones d'intervention du projet.....	31
GRAPHIQUE 7 Nombre de sages-femmes dans les ZIP ayant complété leur formation en 2023	33
GRAPHIQUE 8 Budget programmatique réel et le montant dépensé en 2023.....	44
GRAPHIQUE 9 Taux d'exécution du budget UNFPA en 2023 (%).....	44



Sigles et abréviations

AfriYAN	Réseau Africain des jeunes et adolescents en population et développement
BM	Banque Mondiale
CCSC	Communication pour le Changement Social et Comportemental
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEFA	Centre d'Études de la Famille Africaine
CER	Communautés Économiques Régionales
CHMP	Centre Humanitaire des Métiers de la Pharmacie
CREG	Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle
CRP	Comité Régional de Pilotage
DD	Dividende Démographique
ONDD	Observatoire National du Dividende Démographique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
ORDD	Observatoire Régional du Dividende Démographique
SIGL	Système d'Information en Gestion Logistique
SONU	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
SRMNIN	Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutritionnelle
STR	Secrétariat Technique Régional
SWEDD	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend
UA	Union Africaine
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
WCARO	West and Central Africa Regional Office

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'année 2023 a été cruciale pour le projet SWEDD, marquant le passage à la phase d'expansion SWEDD+ avec l'intégration de trois (03) nouveaux pays et le renforcement des financements dans deux (02) pays. Cette nouvelle phase témoigne de la réussite des interventions du projet dans le processus d'amélioration du bien-être des femmes et des filles dans la région.

COMPOSANTE 1

Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes.

Les activités menées sur la communication, la sensibilisation et l'autonomisation des femmes ont enregistré des progrès significatifs. Les stratégies nationales de communication ont été finalisées dans la majorité des pays. Différentes actions de proximité ont également été déployées sur le terrain à travers des caravanes et des distributions de fournitures scolaires aux jeunes filles vulnérables, l'autonomisation économique des femmes, le soutien économique apporté aux filles et les formations sur les compétences de vie, la santé de la reproduction et la prévention des violences basées sur le genre grâce à un curriculum révisé et adapté au contexte local et l'étude sur le décrochage scolaire.

Les bonnes pratiques ont été déployées dans les clubs de maris (CdM) et les clubs de futurs maris (CdFM) visant à atteindre un engagement des hommes et des adolescents

en tant qu'agents de changement des normes de genre. Une des leçons apprises montre que l'implication d'autres membres de la famille des conjoints ou apprenants permet de renforcer l'évolution positive des normes de genre dans le ménage. Le renforcement de la collaboration avec les chefs traditionnels et religieux des zones d'intervention facilite l'implication des hommes.

Par ailleurs, le réseau d'espaces sûrs communautaires et scolaires s'est largement développé et a permis d'accueillir des centaines de milliers d'adolescentes et de jeunes femmes. Celles-ci ont suivi des formations sur les compétences de vie et la santé reproductive grâce à un curriculum adapté, une participation active des adolescentes et jeunes femmes à travers la mise en place d'un cadre engageant et ludique.



- Qu'est-ce que vous voyez sur ces images ?
- Quelles sont les moyens de prévention des IST / VIH ?



La campagne **Stronger Together** s'est poursuivie en 2023, en mettant l'accent sur les thèmes de « l'éducation des filles » et « Football et Leadership Féminin » et en nouant des partenariats innovants avec des stars du ballon rond.

Résultats⁽¹⁾ pour renforcer les transformations sociales

- **100 %** des pays ont finalisé leurs stratégies nationales de communication, assorties de plans média et digitaux.
- Diffusion médiatique de la campagne « **Stronger Together** » auprès des jeunes qui a permis de toucher **86 millions** de personnes.
- Mise en œuvre d'activités de communication telles que les caravanes de sensibilisation avec plus de **3,5 millions** de personnes touchées.
- **665 390** filles vulnérables ont bénéficié de l'appui à la scolarisation (services de transport, hébergement, nourriture, fournitures scolaires, cours supplémentaires) pour favoriser leur scolarisation et leur maintien au collège/lycée (**96 %** de taux de rétention dans le secondaire).
- **5 708** espaces sûrs pour les filles sont fonctionnels pour la formation de **400 760** jeunes femmes et adoles-

centes sur les compétences de vie, l'autonomisation économique, la santé sexuelle et reproductive ainsi que la lutte contre les VBGs.

- **594** clubs de maris fonctionnels au profit de **18 988** bénéficiaires et **1 407** clubs de futurs maris au profit de **28 580** bénéficiaires. Ces clubs mettent en œuvre des programmes de transformation du genre permettant ainsi de réduire les violences basées sur le genre (VBG), d'augmenter le nombre de visites prénatales et le partage des tâches ménagères.
- La réalisation de cartographies des interventions à potentiels économiques dans **cinq (05)** pays du SWEDD (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger et Tchad) souligne l'importance de la sensibilisation continue, de l'engagement politique, de la collaboration entre acteurs, et de l'application des lois pour créer un environnement favorable à l'égalité des sexes.
- Le renforcement de la coordination et de l'harmonisation accrues adaptées aux besoins de l'assistance technique par les partenaires de mise en œuvre.

Ces résultats ont permis d'accroître la demande pour les services de santé reproductive et le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes.

COMPOSANTE 2

Renforcer les capacités régionales et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé.

De remarquables performances ont été réalisées au titre de la composante 2 dédiée à la santé reproductive à travers différentes initiatives telles que l'utilisation de méthodes contraceptives modernes, la disponibilité des produits de santé maternelle et infantile, et les formations continues dans le cadre du renforcement de la qualité des soins en santé reproductive. Une étude régionale sur la valeur ajoutée des centres d'excellence a été conduite ainsi que l'identification de nouvelles pistes d'accélération de la Distribution au Dernier Kilomètre (DDK).

La disponibilité d'acteurs de la communauté formés et motivés pour sensibiliser les bénéficiaires, collecter et faire remonter les données, et selon les pays, offrir des méthodes contraceptives est un facteur important dans la réussite de la Distribution à Base Communautaire. La pratique du mentorat est un moyen faisable et acceptable pour rattraper les défaillances de la formation de base et favoriser ainsi la mise à jour des compétences des sage-femmes. L'adoption de critères consensuels de sélection des mentores est clé.

Évidences et innovations pour renforcer la programmation

- Le nombre de nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes a largement dépassé les prévisions, atteignant **1 005 710** contre un objectif initial de **702 000** au niveau régional.
- Les centres d'excellence SWEDD montrent que **63,2 %** des diplômés du Centre d'Excellence (CE) d'Abidjan et **74,2 %** de celui de Niamey ont obtenu un nouvel emploi ou une nouvelle position à l'issue de leur formation.
- **95 %** des diplômés du Centre d'Excellence d'Abidjan et **100 %** de celui de Niamey travaillant dans des structures SRMNIN affirment y apporter une valeur ajoutée. **84,3 %** des diplômés exercent dans une zone d'intervention du projet SWEDD.
- Des initiatives innovantes ont été développées, telles que l'utilisation de **l'application de gestion des stocks** pour alerter sur les niveaux des produits SRMNIN afin d'améliorer le suivi de distribution à base communau-

(1) Les chiffres résultent du cadre de résultats des pays SWEDD compilés au niveau régional.

- taire (DBC) et le déploiement du système DBC dans neuf (09) pays.
- La disponibilité des produits de santé maternelle et infantile s'est également nettement améliorée dans les points de prestation de services.
 - Le renforcement de la chaîne d'approvisionnement à travers les projets pilotes se poursuit dans **cinq (05)** pays: Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie et Tchad.
 - La distribution des produits de SR au dernier kilomètre dont cinq (05) bonnes pratiques ont été identifiées par les pays et des feuilles de route développées.

- **13 000** sages-femmes ont pu compléter leur formation continue dans le cadre du renforcement de la qualité des soins en santé reproductive.
- **63 mentors sage-femmes** ont été identifiées et leurs compétences renforcées dans neuf (09) pays.

Ces résultats ont contribué à augmenter les capacités nationales pour la mise à disposition des produits SRMNIN et les agents de santé qualifiés.

COMPOSANTE 3

Renforcer le plaidoyer et l'engagement politique en faveur de la SRMNIN

En 2023, les actions menées ont permis de consolider les capacités nationales à travers différents paquets d'activités tels que, le renforcement des capacités, le plaidoyer politique et l'engagement communautaire en faveur de la santé reproductive, maternelle et infantile, l'engagement des leaders communautaires et religieux, ainsi que la budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD).

L'engagement des leaders religieux et traditionnels a permis de corriger les interprétations erronées concernant la foi et les services de santé de la reproduction. La mise en place de banque de données sur les guides et les supports de communication élaborés par les leaders religieux sur les adolescentes et les jeunes femmes a permis de disposer d'outils de plaidoyer.

En ce qui concerne la budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD), une des leçons apprises est d'impliquer davantage les cadres des départements sectoriels à toutes les étapes en vue d'une meilleure appropriation de l'outil BSDD et du plaidoyer et le renforcement des capacités des acteurs de planification aux niveaux national, sectoriel et local sur la BSDD, pour en faire un outil de choix stratégique.

Réalisation pour le renforcement des politiques et du plaidoyer

- La plateforme des équipes juridiques des **neuf (09)** pays a été redynamisée avec un partage d'expériences et le développement de plans d'actions de promotion des droits des femmes.
- La budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD) au **Mali** a permis d'augmenter le budget du ministère de la Santé de deux (02) points

(**26 % à 28 %**). Ce processus qui comprend un fort plaidoyer du gouvernement et des parlementaires est en cours dans plusieurs autres pays.

- **17 601** leaders communautaires et religieux ont été mobilisés pour promouvoir l'égalité des genres.
- Des observatoires nationaux du dividende démographique ont été créés dans **deux (02) pays** (Guinée et Côte d'Ivoire) pour éclairer les politiques publiques.

Une documentation des processus d'intervention

La capitalisation des processus ayant jalonné treize (13) interventions clés du projet à travers ses trois (03) composantes a été une activité majeure en 2023, donnant un cadre stratégique unique sur ces thématiques.

Réalisé de manière participative avec les pays, la Banque Mondiale, l'UNFPA et les partenaires, ce travail compile les leçons et les bonnes pratiques sur des aspects comme la sélection et la formation des bénéficiaires, les procédures de mise en place des espaces communautaires ou la responsabilisation des fonctionnaires ou agents communautaires. Cette documentation servira à améliorer la mise en œuvre des interventions pour le SWEDD+ et à inspirer d'autres initiatives régionales d'autonomisation des femmes et des filles. Son appropriation par les pays et les partenaires sera essentielle pour ancrer ces acquis et étendre les bénéfices du projet à de nouvelles zones et de nouveaux pays.

Pour l'année 2024, le défi majeur sera de transformer ces résultats en impacts pérennes pour les femmes et les filles dans leur vie quotidienne.

INTRODUCTION

Le projet Autonomisation des femmes et dividende démographique en Afrique subsaharienne (SWEDD), une initiative des gouvernements participants, est un projet régional financé par la Banque Mondiale englobant douze (12) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les autres partenaires sont l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), l'Agence technique de la santé de la CEDEAO et l'Union africaine. Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), bureau régional et bureaux pays, appuie les gouvernements dans la mise en œuvre du projet, en coordonnant et fournissant de l'assistance technique en partenariat avec des organisations telles que le Population Council, l'Equimundo, le Centre humanitaire des Métiers de la Pharmacie (CHMP), le Plan International-WACA, le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (GREG) et l'université de Johns Hopkins.

Le projet s'inscrit dans l'engagement de la Banque Mondiale, des Nations Unies et de l'Union Africaine à accompagner les pays dans la réduction des inégalités de genre en vue de la capture du dividende démographique grâce à des investissements délibérés dans le capital humain, en mettant l'accent sur l'éducation des adolescentes et l'autonomisation des femmes. L'objectif général du projet est d'accélérer la transition démographique, de stimuler le dividende démographique et de réduire les inégalités entre les sexes dans les pays participants.

Les interventions du projet SWEDD sont structurées autour de trois (03) composantes :

1. Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes, à travers des interventions transformatrices du genre dans les 4E⁽²⁾ qui favorisent l'autonomie sociale et économique des filles et des femmes.
2. Renforcer les capacités régionales en matière de services adaptés aux adolescents ainsi que la disponibilité des produits de Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutritionnelle (SRMNIN) et des agents de santé qualifiés en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents (SRMNIN) au niveau communautaire.
3. Favoriser l'engagement et le renforcement des capacités nationales et régionales en matière d'élaboration de politiques et de mise en œuvre du projet.

La gouvernance du projet est confiée à un Comité Régional de Pilotage (CRP) constitué par les Ministres en charge de la tutelle du projet des pays, appuyés par un Secrétariat technique régional (STR) assuré par une unité du bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

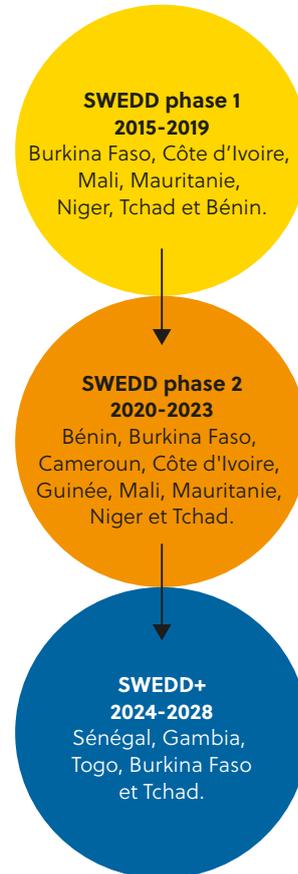
(2) 1) Éduquer - garder les filles à l'école au moins jusqu'au secondaire; 2) Enhance (Améliorer) les services de santé (en mettant l'accent sur les adolescents); 3) Employer les jeunes femmes dans des emplois à revenu élevé et améliorer l'inclusion financière, et 4) Empower (Autonomiser) grâce à une égalité et une action accrue dans la société et en vertu de la loi, ainsi qu'à la protection contre toutes sortes de violence.

Le projet SWEDD a été lancé en 2015 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. Entre 2019 et 2020, le projet s'est progressivement élargi au Bénin, au Cameroun et à la Guinée. En 2023, le projet SWEDD+ a été lancé pour trois (03) nouveaux pays (la Gambie, le Sénégal et le Togo) et le renforcement des ressources pour deux (02) anciens pays (le Burkina Faso et le Tchad) pour la période 2024-2028. Le projet sera étendu à la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) ainsi qu'au département genre de la CEDEAO.

Cette expansion a été rendue possible par le succès des acquis antérieurs des pays et les bonnes appréciations de la Banque Mondiale qui s'est engagée pour une plus grande mobilisation des ressources financières et techniques.

L'année 2023 a été marquée par des activités visant une extension significative des interventions du SWEDD à travers des plans annuels ambitieux. Ces initiatives ont été conçues pour étendre les interventions tout en anticipant et surmontant d'éventuels retards dans la réalisation des objectifs. Parallèlement, les nouveaux pays ont achevé les démarches de préparation du Projet SWEDD+, incluant l'élaboration des documents de projets (PAD), des plans de sauvegardes environnementales et sociales, tout en établissant des unités de gestion grâce aux fonds de préparation mis à leur disposition.

GRAPHIQUE 1: Phase d'expansion du projet SWEDD



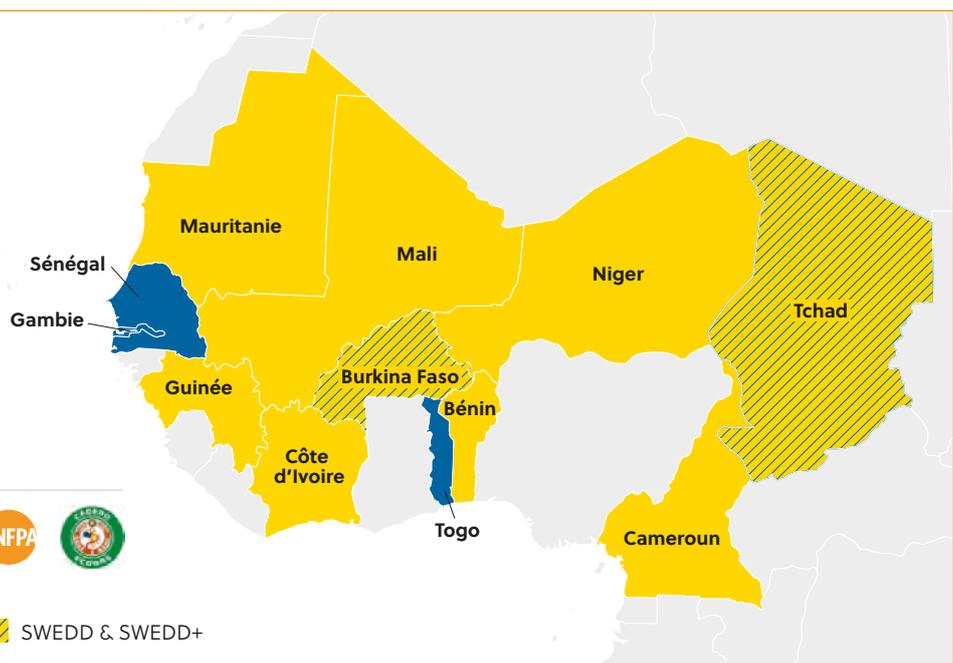
CARTE 1: Carte d'expansion du projet SWEDD

- **Cibles primaires** : Jeunes femmes et adolescentes des pays
- **Cibles secondaires** : Enfants, hommes, personnel de santé, gouvernements, membres de la société civile, leaders religieux et communautaires, parents et communautés des filles et des jeunes femmes participantes.

Partenaires



■ SWEDD+ ■ SWEDD ■ SWEDD & SWEDD+





PRINCIPALES RÉALISATIONS AU COURS DE L'ANNÉE 2023

Ce chapitre met en exergue les réalisations enregistrées au cours de l'année 2023 par les pays bénéficiaires du projet SWEDD. Il compile les informations provenant des rapports d'évaluation des unités de gestion dans chaque pays, ainsi que les données issues des cadres de résultats à l'échelle régionale et nationale. De plus, il intègre les résultats des études des partenaires apportant un soutien technique à la mise en œuvre des activités.

Le rapport est structuré selon les composantes et sous-composantes du projet.

CHAPITRE I

Améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes

Cette composante vise à accroître la demande pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle par (i) une meilleure sensibilisation de la population à ces services ainsi que par (ii) le renforcement du statut des filles et des femmes.

La composante représente l'essence même du projet SWEDD, englobant le volet de communication pour le changement social et comportemental, ainsi que les interventions communautaires visant à réduire les vulnérabilités affectant les adolescentes et les femmes. Elle est concrétisée à travers un ensemble d'activités intégrées comprenant la formation, le renforcement des compétences de

vie, la santé sexuelle et reproductive, la sensibilisation au genre, la formation professionnelle, ainsi que le soutien des initiatives économiques visant l'autonomisation des jeunes femmes. Cette composante tient également compte de l'éducation des filles et de la sensibilisation des hommes à adopter une masculinité positive.



1.1. Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC)

L'année 2023 a été marquée par des progrès importants dans la finalisation et la validation des stratégies nationales de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) par les pays.

1. La mise à jour des stratégies CCSC

Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Guinée, le Mali, le Niger et le Tchad ont reçu l'appui du STR et de son partenaire John Hopkins University. L'analyse menée par JHU⁽³⁾ révèle qu'entre 2017 et 2020, les activités de CCSC déployées par les neuf (09) pays ont significativement

contribué à l'élaboration des stratégies plus efficaces et adaptées aux contextes.

Le rapport révèle que d'importants progrès ont été accomplis depuis 2017 en matière de CCSC à travers des campagnes médiatiques, la mobilisation d'influenceurs clés et des actions de proximité. Des défis subsistent néanmoins dans certains pays en matière de couverture, de budget, de coordination ou de ciblage des messages.

Les rapports par pays mettent en lumière les activités clés menées, les défis rencontrés et des recommandations pour améliorer l'efficacité des stratégies CCSC.

TABLEAU 1: Activités clés, défis rencontrés et recommandations

Pays	Activités clés menées	Défis rencontrés	Recommandations
Burkina Faso	Engagement des chefs traditionnels.	Faible couverture des zones d'insécurité et manque de visibilité.	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour les analyses de communication. Mieux intégrer des enjeux comme les violences basées sur le genre. Renforcer les partenariats avec les radios communautaires.
Côte d'Ivoire	Accent mis sur le renforcement des campagnes médiatiques et des partenariats avec la société civile.	Lancement tardif et budgets insuffisants pour les activités.	<ul style="list-style-type: none"> Consolider la campagne nationale de communication. Décliner des campagnes régionales. Mieux collaborer avec les leaders religieux.
Cameroun	La campagne « Stronger Together ».	Manque de visibilité.	<ul style="list-style-type: none"> Réviser la stratégie nationale. Mieux impliquer les ministères. Adapter les messages aux contextes locaux.
Guinée	Activités de sensibilisation sur le genre et les violences basées sur le genre.		<ul style="list-style-type: none"> Organiser des sessions d'information. Déployer des campagnes de communication de masse. Formaliser les contrats sociaux avec les communautés.
Mali	Accent mis sur l'amélioration des connaissances en santé reproductive, la réduction des mariages d'enfants et l'autonomisation des femmes.		<ul style="list-style-type: none"> Recruter un(e) expert(e) en communication. Mieux coordonner les activités de terrain.
Niger	Caravanes de sensibilisation et campagnes médiatiques.		<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la coordination entre acteurs et la mobilisation au niveau local.
Tchad	Santé reproductive et autonomisation des femmes.	Idées reçues persistantes sur la planification familiale.	<ul style="list-style-type: none"> Déployer de vastes campagnes de sensibilisation. Accroître l'engagement des leaders religieux. Améliorer la coordination et la visibilité

(3) Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (S.W.O.T) des activités de communication pour le changement social et comportemental, 2023

2. Activités CCSC des pays

TABLEAU 2 : Impact des campagnes de communication au niveau de la communauté

Pays	Activités clés
Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> • Importants progrès de sensibilisation : taux brut de 103,9 % des filles dans le primaire et 32,7 % dans le secondaire. • Caravane de sensibilisation lancée à Néma par le Ministre de l'Éducation Nationale : 45 000 élèves et 850 enseignants touchés dans 55 établissements. • Audience doublée pour la page Facebook dédiée : 6 700 abonnés.
Mali	<ul style="list-style-type: none"> • Forte implication des chefs religieux: 100 prêches dans les mosquées et églises dans le cadre de #StrongerTogether; réalisation de capsules de plaidoyer par les leaders religieux en vue de leur diffusion dans les lieux de culte. • Distribution de bicyclettes à 3 500 filles vulnérables dans les régions de Sikasso, de Kayes, de Koulikoro, de Ségou et de Mopti. • Diffusion par des radios communautaires des cours délivrés dans les espaces sûrs.
Bénin	<ul style="list-style-type: none"> • Distribution de 5 460 kits scolaires aux jeunes filles vulnérables. • Formation de 54 blogueurs communaux issus de quatre (04) départements. • Formation des techniciens de proximité et des communicateurs sur la communication digitale et la création de récits éducatifs.
Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne menée contre les mariages précoces sur un groupe WhatsApp, par Tanon Ruth Amadine Oro, une jeune étudiante en communication et ambassadrice de la Campagne « Stronger Together » : connaissances acquises par les lycéennes sur leurs droits à l'éducation, à la santé y compris la santé sexuelle et reproductive et à échapper au mariage forcé.*

* "Grâce à ce groupe, le mariage de Kiemtore Nakiatou, âgée de 16 ans, a été interrompu. Nakiatou aspire à continuer ses études et contribuer à la lutte contre les mariages précoces dans son pays où environ 29 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans et 10 % sont mariées avant l'âge de 15 ans. Parmi les animatrices de cette campagne, Mlle Zadi Grâce Emmanuelle, qui est aussi bénéficiaire du soutien scolaire du Projet SWEDD, a terminé le premier cycle secondaire avec un tableau d'honneur (15,72/20)."

Focus sur les résultats au Bénin

- **105 journalistes producteurs de contenus** média des radios communautaires de presse écrite, audiovisuelle et en ligne ont produit 60 articles, 5 supports audio-visuels, digitaux au cours de l'atelier de renforcement du mécanisme de suivi des productions des groupes thématiques et l'appropriation du mode d'utilisation de l'application de l'Index Genre du Dividende Démographique (IGDD/GDDI);
- **3 000 participants** ayant pris part à douze (12) conférences publiques sur la problématique du maintien des filles à l'école ont dupliqué l'information dans leurs communautés avec 75 000 personnes sur toute l'étendue du territoire national;
- **5 100 conducteurs** de taxis motos formés, habillés de blousons au branding du Projet SWEDD et envoyés en mission de sensibilisation dans leur environnement pour impacter **510 000 personnes**;
- **2 150 adolescentes, femmes et garçons** impactés par les séances de projection de ciné films suivi de débats dans quarante-trois (43) Communes du Bénin sur la Santé Sexuelle et Reproductive et la Planification Familiale;
- **4 000 adolescentes, garçons futurs maris, parents, corps professoral et administratif** impactés par les projections de films suivis de débats sur les grossesses non désirées dans huit (08) établissements scolaires secondaires;
- **30 microprogrammes, 8 magazines, 6 tables rondes** ont été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du contrat entre le Projet et 45 radios (communautaires, confessionnelles et commerciales) lors des sessions de formation en vue de production d'émissions-types de capitalisation avec 90 Points focaux radio;



- **30 femmes professionnelles des médias ont produit 10 émissions radios, 30 articles** de presse écrite, 22 microprogrammes, 3 supports audiovisuels pour la télévision et 2 blogs lors du renforcement des capacités sur les thèmes abordés dans le cadre de la stratégie CCSC;
- **5390 Chefs Traditionnels et Leaders Religieux** ont été sensibilisés dans les 77 Communes du Bénin (leaders des religions endogène, chrétienne et musulmane) pour infléchir les barrières à l'autonomisation des femmes;
- **1 Documentaire de 13 mn a été réalisé** sur la Caravane média de la campagne de sensibilisation Stronger Together.

Les résultats en Côte d'Ivoire

- Une documentation sur les modèles inspirants pour la publication SWEDD en Action.
- Production d'une capsule vidéo sur l'utilisation du digital.
- Participation aux célébrations de la Journée Internationale des Droits des Femmes.
- **4 diffusions** à la télévision nationale de reportages sur les tournées de sensibilisation.
- **72 rediffusions** à la télé et **125** à la radio des spots sur les femmes modèles
- **56 rediffusions** à la radio du single national et **54 passages** à la télé du clip vidéo
- Signature d'une convention avec l'Alliance des Religieux pour la Santé Intégrale et la Promotion de la personne humaine (ARSIP) pour l'organisation de dialogues communautaires et de plaidoyer auprès des leaders religieux et traditionnels.

Les résultats au Mali

Un total de **7,5 millions de personnes touchées**:

- De nombreuses actions de sensibilisation de masse ont été menées à travers des événements culturels majeurs tels que le Festival sur le Niger (**35392 personnes touchées**), le festival de Sikasso (**10712 personnes**) ou les festivals de Kayes et Toukoto. Au total, ces actions ont permis de sensibiliser près de 50000 personnes et de recruter plus de **2300 nouvelles** utilisatrices de contraceptifs.
- **10 sessions de formation** ont renforcé les capacités de **250 enseignants** d'écoles confessionnelles sur les questions de santé reproductive.
- **411 leaders communautaires et religieux** ont animé des dialogues intergénérationnels, touchant environ **2000 personnes**.
- L'installation de 3 radios communautaires dans des zones isolées ainsi que la sensibilisation directe d'au moins 1928 personnes lors d'événements dédiés ou de tournées régionales.
- Au niveau local, les ONG partenaires ont réalisé plus de **2000 activités** de proximité, avec plus de **3,5 millions** de personnes touchées.
 - **60 000 personnes** sensibilisées via 1 slam.
 - **2 vidéos** de leaders religieux.
 - **3 films régionaux**.
 - **3 spots** de sensibilisation jeunesse.
 - 1 vidéo sur les grossesses précoces.
 - **5000 participants** à un forum sur la filière coton.
 - **3000 personnes** sensibilisées lors d'un tournoi de basket féminin.
 - **150 000 personnes** touchées lors de journées pour les filles.

- **4 régions couvertes** par une tournée de sensibilisation.
- **2 millions de personnes** touchées par **5 web TVs**.
- **20000 personnes** sensibilisées via **100 prêches religieux**.
- **3 nouveaux spots** jeunesse.

La participation soutenue des leaders politiques, religieux et traditionnels est un atout clé pour diffuser les messages essentiels du projet SWEDD en matière de santé reproductive, d'éducation des filles et d'autonomisation des femmes. Les défis principaux résident dans la transformation concrète et durable des mentalités et des comportements, mais l'ampleur de la mobilisation sociale générée par la campagne Stronger Together est prometteuse à cet égard.

Les résultats en Mauritanie

Cette campagne a permis de sensibiliser plus d'un million de personnes en **Mauritanie en 2023**, à travers de multiples actions :

- Réactualisation de la stratégie de communication et de l'argumentaire religieux.
- **30 journalistes** et **220 imams** formés en communication pour le changement social et comportemental.
- **12 spots radio** diffusés en langues nationales.
- **71 publications** en ligne.
- **6700 abonnés** sur Facebook.
- **360 séances** de sensibilisation communautaire par les femmes relais

On retient donc une approche combinant :

- Formations de relais et de leaders d'opinion.
- Sensibilisation en milieu scolaire.
- Diffusion de masse par les médias traditionnels et par les réseaux sociaux.
- Mobilisation au niveau local via des femmes relais

Les résultats au Tchad

Les principales réalisations et chiffres clés de la campagne « Stronger Together » au Tchad en 2023 :

- Plus de **2384 spots radio** diffusés dans les provinces, touchant 1,1 million de personnes.
- Organisation de conférences-débats touchant **10083 personnes**.
- Production de spots audio sur les violences basées sur le genre en français et arabe.
- Doublage des spots existants en **15 langues locales**.
- **60 créas** et **25 vidéos** produites et diffusées sur les réseaux.
- Activités de la plateforme **Karima-SWEDD** : série TV, bande-dessinée, vidéos...

- Émissions TV interactives sur l'éducation des filles, l'autonomisation des femmes...
- Campagne #Stronger Together touchant **6000** adolescentes et **300** leaders d'opinion.
- **7,2 millions** de personnes touchées par les radios communautaires.
- **2 artistes** musiciens mobilisés pour des tournées nationales.
- 3000 jeunes filles bénéficiaires de cliniques mobiles. Ces cliniques mobiles ont permis d'avoir 2197 nouvelles acceptantes de planification familiale, 2130 consultations prénatales, 8899 consultations curatives, 1531 échographies et 11228 touchées par les activités d'IEC.

On retient donc une stratégie à la fois de masse (médias, leaders) et locale (langues nationales, tournées) pour toucher plusieurs millions de personnes sur ces thématiques essentielles.

3. Initiatives Régionales : un accompagnement pour booster les campagnes de CCSC

Le Secrétariat Technique Régional (STR) a renforcé ces activités nationales à travers :

- Le partage d'expériences entre pays lors d'ateliers régionaux.
- L'organisation de sessions de formation de formateurs.
- La diffusion de supports et d'outils CCSC adaptés aux contextes locaux.
- Un appui technique pour la conception des campagnes CCSC et le suivi-évaluation.

Cet accompagnement au niveau régional a permis de capitaliser sur les bonnes pratiques, de renforcer les capacités nationales, et d'amplifier l'impact des activités CCSC dans les pays. Les résultats obtenus démontrent la plus-value de cette coordination régionale complémentaire aux efforts déployés au niveau pays en 2023.

4. La Campagne de mobilisation des footballeurs



Le point marquant de la campagne « **Stronger Together** » 2022, prolongé en 2023, est le partenariat avec les célébrités du football pour promouvoir les thématiques du SWEDD.

Plus de trente (30) footballeurs, leurs fédérations et Mme Fatma Samba Diouf Samoura, la secrétaire générale de la FIFA ont été sensibilisés. Ils ont enregistré quatorze (14) vidéos pour soutenir la campagne et ont permis la production de quatorze (14) cartes digitales accompagnées de messages pour les réseaux sociaux.

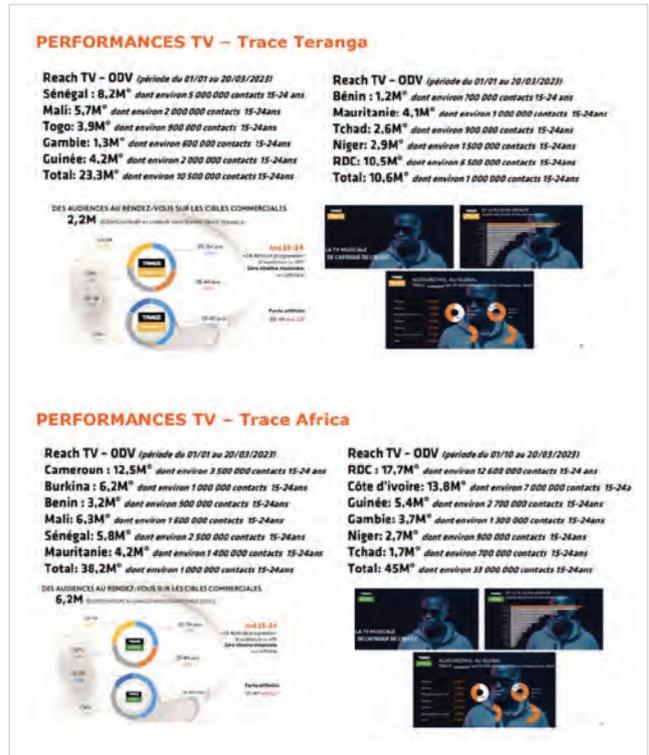
Ce partenariat a représenté un moyen pour atteindre un public large et diversifié, en particulier les jeunes, et pour susciter des conversations sur des questions importantes liées à l'égalité des genres et à l'émancipation des femmes. Des posts sur les médias sociaux, des vidéos, des émissions télévisées, des activités de sensibilisation des communautés et d'autres contenus liés à cette campagne ont suscité un engagement important et des réactions positives avec 566 000 impressions entre le 15 février et le 31 mars 2023. Le nombre de personnes touchées a augmenté par rapport aux campagnes précédentes. Au total la campagne a enregistré 86 millions d'impressions, soit plus du double que sur la même période en 2022 (30 millions).

Grâce à cette campagne, les footballeurs ont pu utiliser leur tribune et leur influence pour sensibiliser le public aux effets négatifs des pratiques néfastes sur l'autonomisation des femmes et des filles. Ils ont également encouragé des attitudes positives pour faire progresser les droits des femmes et des filles à la santé, à l'éducation et à l'égalité des sexes.

Les footballeurs du Tchad et du Niger ont diffusé des messages en faveur de la scolarisation des filles. Ces deux pays ont les taux de scolarisation les plus bas des filles au niveau de l'enseignement secondaire: Niger (29%) et Tchad (23%). Le Mauritanien Bassam s'est exprimé contre le mariage des enfants dans son pays, où le taux de mariage des enfants est l'un des plus élevés au monde (37% des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans et 12% avant l'âge de 15 ans).

5. Engagements médiatiques et digitaux

La chaîne média TRACE qui touche les jeunes de 16 à 34 ans a été le média de diffusion de la campagne « **Stronger Together** » en diffusant des supports audio-visuels (single, spots animés, films éducatifs et émissions télévisées).



6. Développement de 2 outils stratégiques: site Internet et plateforme de gestion et de partage des connaissances du projet SWEDD

En 2023, en vue de disposer d'un nouveau site Internet SWEDD de qualité, le STR et l'équipe régionale de la Banque Mondiale ont retravaillé le Site web www.sweddafrica.org qui servira de plateforme pour le partage d'expériences et de bonnes pratiques, tout en soulignant l'impact de SWEDD dans chaque pays participant.

En 2023, un important travail d'optimisation de la plateforme de gestion des connaissances du projet SWEDD **SWEDDKnowledge** a été mené. Avec la gestion des deux espaces collaboratifs:

1. Plateforme de gestion des connaissances.
2. Communauté de pratique.

1.2. Interventions en faveur de l'autonomisation des femmes

Afin de générer la demande en produits et en services de santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN), quatre interventions sont mises en œuvre: (i) l'amélioration des compétences de vie des adolescentes et jeunes femmes (AJF) à travers les espaces sûrs communautaires et scolaires et la promotion de la masculinité positive et la transformation des normes sociales de genre par l'appui à la mise en place des clubs de maris et futurs maris, (ii) le maintien des filles à l'école, (iii) l'autonomisation économique des jeunes femmes, et (iv) la lutte contre les violences basées sur le genre.

1. L'amélioration des compétences de vie des adolescentes

En 2023, la situation de la mise en place des espaces sûrs pour les filles dans les pays SWEDD comme ci-après (carte 2).

On observe une variation entre les pays en ce qui concerne le nombre d'espaces sûrs, de clubs de futurs maris et de clubs de maris.

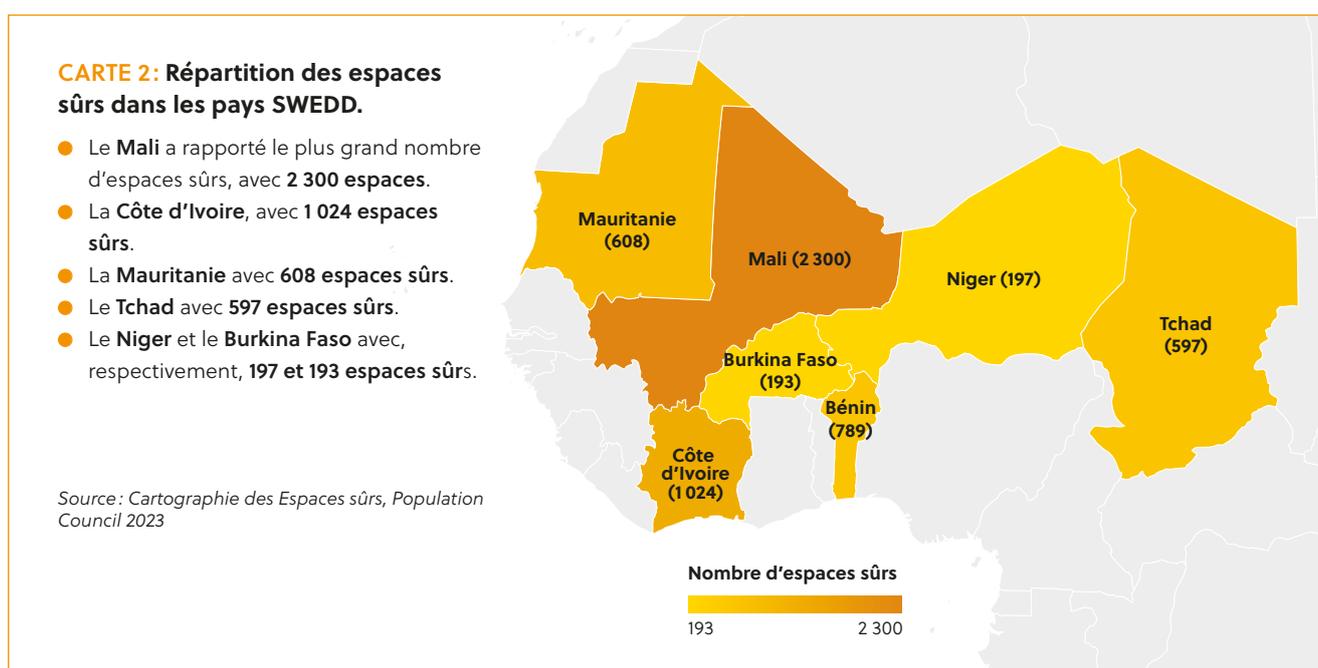


TABLEAU 3: Nombre d'espaces sûrs, de CdFM et de CdM et leurs bénéficiaires en 2023

Pays	Espaces sûrs		Clubs de futurs maris		Clubs de maris	
	Nombre	Bénéficiaires	Nombre	Bénéficiaires	Nombre	Bénéficiaires
Bénin	789	18 6971	258	14 098	274	13 915
Burkina Faso	193	6 807	120	1 857	30	361
Côte d'Ivoire	1 024	18 293	215	3 651	215	3 651
Mali	2 300	9 112	75	1 015	75	1 061
Mauritanie	608	16 700	73	1 833	-	-
Niger	197	29 047	666	7 959	-	-
Tchad	597	26 416				
Total	5 708	293 346	1 407	30 413	594	18 988

Évaluation d'impact en Côte d'Ivoire

L'une des principales activités de 2023 a été la réalisation de l'étude d'évaluation d'impact en Côte d'Ivoire intitulée «Autonomiser les adolescentes à travers des espaces sûrs et des mesures d'accompagnement en Côte d'Ivoire», conduite par la Banque mondiale. Cette étude a examiné les impacts des espaces sûrs pour les adolescentes, combinés à des interventions d'accompagnement, sur le mariage des filles, la fertilité et les résultats en matière d'autonomisation. L'évaluation a utilisé des données provenant de plus de 3000 filles non scolarisées dans 280 localités rurales et urbaines du Nord de la Côte d'Ivoire. Les localités ont été assignées de manière aléatoire à : (i) un groupe de contrôle pur; (ii) un groupe de contrôle avec effets de débordement; (iii) un groupe avec des espaces sûrs uniquement;

(iv) un groupe avec des espaces sûrs et des interventions de soutien aux moyens de subsistance; et (v) un groupe avec des espaces sûrs et des clubs de maris et de futurs maris. Les groupes avec des espaces sûrs ont en outre fait l'objet d'une randomisation croisée avec une intervention visant à engager les leaders communautaires et religieux. Un an après la fin des interventions, l'étude ne constate aucun impact significatif sur le mariage et la fertilité des filles en moyenne. Bien que les espaces sûrs seuls semblent avoir un impact limité sur l'autonomisation des filles, les espaces sûrs combinés à des interventions visant à améliorer les opportunités économiques des adolescentes ou à des clubs de maris et de futurs maris se révèlent être les plus efficaces. En conclusion, l'engagement des leaders dans le contexte des interventions des espaces sûrs a un impact mitigé sur l'autonomisation des filles.

Quelques leçons apprises pour une optimisation des Clubs de Maris et Clubs de Futurs Maris :

- L'implication d'autres membres de la famille, en plus des participants directs, permet de catalyser une évolution positive des dynamiques de genre au sein des ménages.
- Une collaboration renforcée avec les leaders traditionnels et religieux des communautés ciblées s'est avérée essentielle pour favoriser une plus grande participation des hommes dans ces clubs. Leur soutien apporte une légitimité aux clubs et encourage les hommes à s'y engager activement.
- Le projet a permis d'établir un large réseau d'espaces sûrs, à la fois communautaires et scolaires, qui ont accueilli des centaines de milliers d'adolescentes et de jeunes femmes. Dans ces espaces, elles ont pu suivre des formations sur les compétences de vie et la santé reproductive, grâce à plusieurs facteurs de succès :
 - Un curriculum de formation adapté à leurs besoins et réalités
 - Des méthodes participatives et ludiques (jeux, chants, etc.) favorisant leur engagement actif
 - Un environnement accueillant et stimulant qui les motive à fréquenter régulièrement ces espaces.

Cette approche a suscité l'adhésion et l'intérêt soutenu des adolescentes et jeunes femmes, assurant une forte participation dans la durée. Les espaces sûrs sont devenus des lieux d'apprentissage, d'échange et d'épanouissement pour la population cible du projet SWEDD.

2. Le maintien des filles à l'école

En 2023, des initiatives visant à maintenir les filles à l'école ont été menées en adoptant une approche multidimensionnelle qui combine des soutiens matériels, pédagogiques et financiers, ainsi qu'un fort engagement communautaire. Cette approche a permis d'observer un impact significatif sur le maintien des filles à l'école, comme en témoignent les excellents taux de rétention obtenus dans la plupart des pays.

Par ailleurs, plusieurs **bonnes pratiques** pour le maintien des filles à l'école, tirées des expériences du projet SWEDD, ont été identifiées :

1. Fournir un soutien matériel adapté aux besoins des filles vulnérables : Des appuis ciblés comme les fournitures scolaires, les manuels, les kits d'hygiène menstruelle, les vélos/pécules de transport, l'hébergement ou la nourriture ont permis de lever les barrières pratiques à la scolarisation des filles issues de milieux défavorisés.

2. Proposer un accompagnement pédagogique renforcé :

Des cours de remédiation, de soutien scolaire et un suivi rapproché par des répétiteurs ont aidé les filles en difficulté à rattraper leur retard, à réussir leurs examens et à poursuivre leur scolarité dans de bonnes conditions.

3. Intégrer une éducation à la santé sexuelle et reproductive :

En abordant ces sujets essentiels dans les espaces sûrs et les écoles, les filles gagnent en connaissances et en confiance pour faire des choix éclairés, éviter les grossesses précoces et rester à l'école plus longtemps.

4. Utiliser des incitations financières conditionnées à l'assiduité :

Les bourses scolaires ou les transferts monétaires aux familles, sous condition de présence régulière des filles à l'école, sont un levier efficace pour encourager le maintien des filles dans le système éducatif.

5. Mener un travail de sensibilisation auprès des communautés :

Des activités de mobilisation sociale comme les assemblées villageoises, impliquant les parents, les

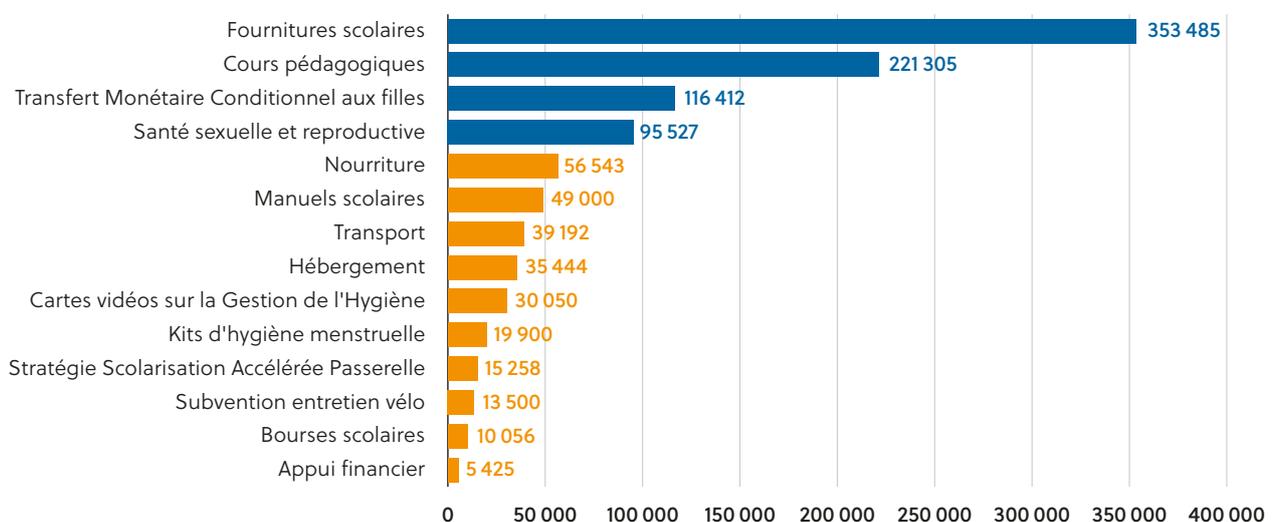
leaders et les jeunes eux-mêmes, permettent de faire évoluer les mentalités en faveur de l'éducation des filles.

- 6. Lutter activement contre les pratiques néfastes comme le mariage d'enfants:** Un plaidoyer soutenu auprès des autorités coutumières et religieuses, couplé à des séances d'information dans les communautés, contribue à faire reculer ces traditions qui entravent la scolarité des filles.
- 7. Suivre de près les indicateurs de rétention et de réussite scolaires des filles:** La collecte régulière de données

désagrégées ont permis de mesurer les progrès, d'identifier les écoles les plus en difficulté et d'ajuster les interventions en conséquence.

Ci-dessous les types d'appui apportés aux filles pour leur maintien à l'école en 2023. Au total, **1 050 472 bénéficiaires** ont été touchés par les appuis. Parmi ces appuis, certaines interventions ont été plus fournies, tels que les fournitures scolaires, les cours pédagogiques, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive, ainsi que les transferts monétaires conditionnels, en raison de leur impact direct sur la présence et les performances scolaires des filles.

GRAPHIQUE 2: Interventions de Maintien des filles à l'école



Dans les pays, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre pour la réduction des pratiques traditionnelles néfastes au maintien des filles à l'école et à l'amélioration des connaissances des filles sur les compétences de vie et la santé de la reproduction.

Au Bénin

Les interventions dans le cadre du maintien des filles à l'école sont axées sur la distribution de kits scolaires, le Transfert Monétaire Conditionnel aux filles vulnérables et l'octroi de bourses universitaires aux meilleures filles bénéficiaires, dans les filières Sciences et Techniques Industrielles (STI) et Sciences et Techniques Agricoles (STA).

- **33 557** filles bénéficiaires de kits scolaires comprenant une tenue uniforme, un sac scolaire, les ouvrages et les fournitures scolaires;
- **182** filles bénéficiaires de bourses universitaires;
- **118** filles bénéficiaires de bourses STI/STA;
- **28 209** bénéficiaires de transfert monétaire conditionnel à raison de 450 FCFA par jour durant 20 jours dans le mois et pendant 10 mois par an pour les filles du primaire

- et 600 FCFA par jour durant 20 jours dans le mois et pendant 10 mois par an pour les filles du secondaire;
- **77** comités communaux créés avec 945 membres;
- **882** comités de veille dans les établissements comptant en tout un effectif de 6 139 membres;
- **97%** des filles appuyées par le projet poursuivent leurs études.

Au Mali

D'importantes activités de mobilisation sociales (cadres de concertations, assemblées villageoises, journées d'informations) ont été réalisées dans les 622 écoles touchant plus de **1 749 300 personnes**.

- Les interventions en matière d'appui à la scolarisation et au maintien des filles à l'école ont permis d'avoir:
- 536 enfants ayant retrouvé le chemin de l'école à travers la Stratégie Scolarisation Accélérée Passerelle (SSA/P) (cohorte 2);
- 04 écoles communautaires construites, mises en place et opérationnelles à la suite de la SSA/P;

RAPPORT ANNUEL 2023

- 54480 filles du fondamental 2⁽⁴⁾ bénéficiaires d'au moins un appui du projet SWEDD au titre de l'année scolaire 2022-2023;
- 46526 filles du fondamental 2 (données partielles) bénéficiaires d'au moins un appui au titre de l'année scolaire 2023-2024;
- 30 filles formées en saponification;
- 20 filles aidées en fournitures scolaires;
- 30 filles formées en leadership;
- 500 filles vulnérables parcourant plus de 3 kms dotées en vélo;
- 45000 filles au fondamental 2 dotées en kits scolaires;
- 9112 tuteurs de filles vulnérables dotées en appui hébergement;
- 98,48 % de taux de rétention des filles au titre de l'année scolaire 2022-2023 au fondamental 2;
- 61% de taux de passage en classe supérieure pour les filles bénéficiaires d'au moins un appui du projet SWEDD au fondamental 2 pour l'année scolaire 2022-2023;
- 51,7% de taux d'admission des filles au Diplôme d'études fondamentales (DEF) session de l'année 2023 dans les écoles d'intervention du SWEDD contre 47,39% au niveau national, soit une différence de 4,31 points de pourcentage;
- 6148 bénéficiaires de cours de remédiation dans 200 établissements après DEF couvertes par les interventions du projet avec 99,6 % de taux de rétention et 67 % de taux de passage en classe supérieure.

En Mauritanie

- Distribution de bourses au profit de près de 10 000 élèves-filles issues de milieux défavorisés;
- Production de manuels scolaires pour la 3AS (4 manuels à imprimer à raison de 10 000 exemplaires par titre, soit 40 000 manuels à distribuer courant de l'année scolaire en cours);
- **850** professeurs d'écoles sensibilisés sur les stéréotypes de genre;
- **600 000** parents d'élèves sensibilisés sur diverses thématiques;
- **71 369 élèves** sensibilisés, lors de passages en classe;
- **2 160** causeries organisées entre pairs;
- Distribution de 60 109 manuels scolaires;
- Distribution de 3 000 tablettes contenant toutes les productions de
- l'Institut pédagogique national (IPN), de l'Inspection générale de l'Éducation nationale (IGEN) et du SWEDD, en plus de 22 cahiers de préparation au profit des professeurs débutants des disciplines de base (3 disciplines par niveau);

- Distribution de 6 000 kits scolaires pour le Secondaire;
- Sensibilisation sur la scolarisation des filles dans les différents établissements secondaires de la zone SWEDD.

Au Tchad

- **17 958 kits** ont été distribués aux **8 979** élèves vulnérables au cours de l'année scolaire 2023, dans 250 établissements d'enseignement ciblés par le projet sur un total de **18 000** kits prévus;
- **8 296** uniformes scolaires ont été distribués aux **4 148 élèves** issues de famille démunies dans les douze (12) provinces d'intervention du projet sur les **4 200** planifiés. Il convient de relever que la distribution a eu lieu deux fois au cours de l'année 2023 couvrant les années scolaires 2022 - 2023 et 2023 - 2024;
- Location des centres d'accueil pour la prise en charge de 600 filles: 24 centres d'accueil répartis dans les quatre (04) provinces du projet (Salamat, Lac, Kanem et Hadjer Lamis);
- Assurer les frais médicaux des filles des centres d'accueil: l'activité a permis la prise en charge de 52 filles. Ces filles ont bénéficié de consultations médicales et de soins, 4 hospitalisations et 12 filles ont nécessité des consultations d'urgence. Les maladies fréquemment diagnostiquées sont le paludisme et la fièvre typhoïde;
- Prise en charge du personnel de 24 centres d'accueil dont 48 cuisinières (sur 9 mois) et 24 sentinelles;
- Distribution de 11,5 tonnes de denrées alimentaires dans 24 centres d'accueil des 12 provinces d'intervention du projet et achat de 1000 kg de légumes;
- Prise en charge de **116 répétiteurs** qui ont permis d'appuyer **1 860 apprenantes à hauteur de 40 000 FCFA par répétiteur**;
- 77 mentores ont reçu un forfait mensuel de 40 000 FCFA;
- Prise en charge des frais de collation de **3 611 filles** des 77 espaces sûrs scolaires des 12 zones d'intervention du projet;
- 1152 séances d'animation ont été organisées au profit de 1364 bénéficiaires. Ces séances d'animation ont permis d'obtenir le retour de 171 filles dans le circuit scolaire normal, soit un taux de 12,53 %;
- **2 686 filles** déscolarisées des espaces sûrs communautaires ont regagné l'éducation formelle grâce aux conseils et à l'appui des mentors;
- **3 315** personnes touchées par les dialogues communautaires;
- **980** mentors touchés par le coaching éducationnel;

(4) Le **premier cycle** de l'enseignement fondamental correspond aux classes de la 1^{re} à la 6^e année et le **deuxième cycle** de l'enseignement fondamental comprend les classes de la 7^e à la 9^e année.

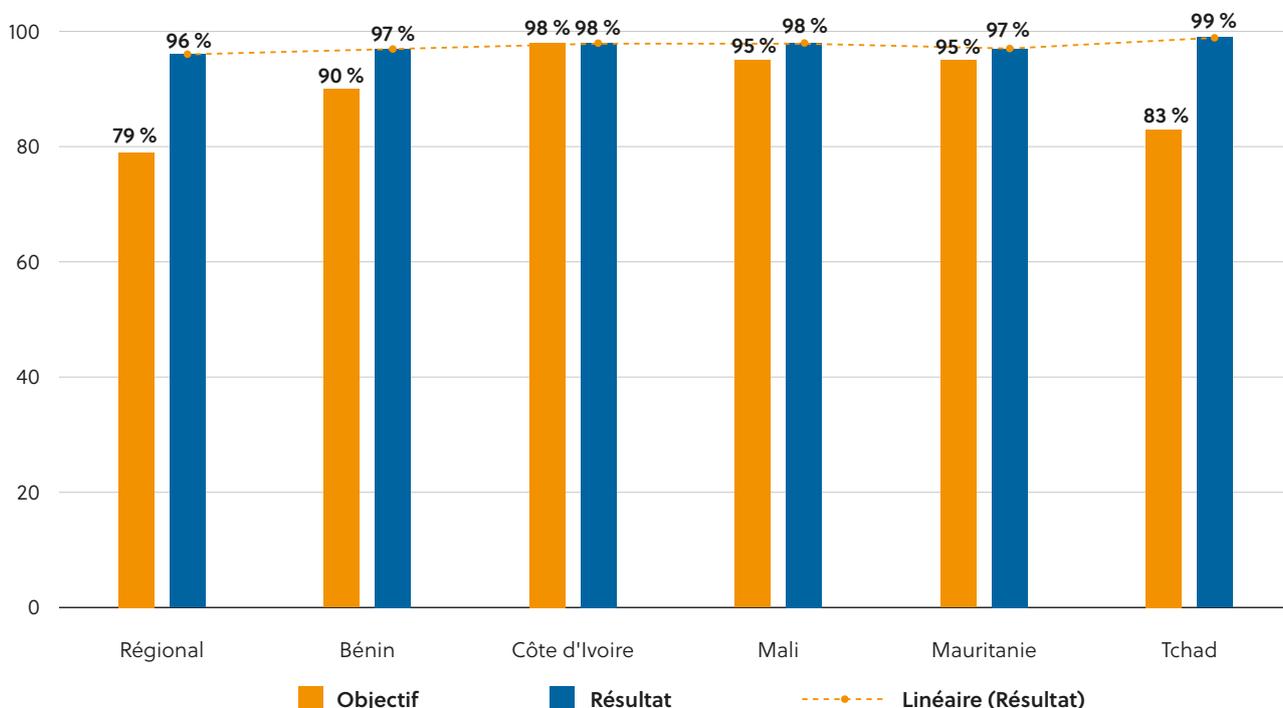
- 3216 de personnes touchées par les causeries éducatives;
- 9926 jeunes filles et femmes orientées par les mentors vers les structures de santé et des soins dont:
 - 1292 femmes orientées vers le CSI pour la Consultation Prénatale (CPN);
 - 2065 femmes orientées pour les accouchements;
 - 5530 femmes orientées vers les centres de santé intégrés pour la planification familiale;
 - 1127 femmes orientées vers les centres de santé intégrés pour la consultation post natale.

Taux de rétention scolaire des adolescentes

Le graphique 3, ci-dessous, met en évidence les taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires bénéficiaires des interventions relatives à la scolarisation dans les zones du projet dans sept (07) pays, ainsi qu'au niveau régional, les objectifs fixés et les résultats atteints en 2023.

On constate que la majorité des pays ont atteint ou dépassé leurs objectifs. Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Tchad affichent des taux de 97-99% (cadre de résultats actualisés 2023) de rétention scolaire, conformément ou au-delà des attentes.

GRAPHIQUE 3: Taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires en 2023



Source: IODP#1

Au niveau régional, on observe un excellent taux de rétention scolaire de 96 %, dépassant l'objectif qui était fixé à 79 %.

Ces résultats témoignent dans l'ensemble de très bonnes performances concernant le maintien des adolescentes à l'école secondaire suite aux interventions de soutien mises en place (transport, hébergement, nourriture, etc.).

3. L'autonomisation économique des jeunes femmes

En 2023, la formation qualifiante et le volet Stage emploi ont été les principaux soutiens à l'autonomisation économique. Sur l'ensemble de la période de 2015 à 2023, ce sont l'alphabétisation, l'installation en AGR et la formation qualifiante qui ont touché le plus grand nombre de bénéficiaires.

Nombre de bénéficiaires en 2023

- La formation qualifiante a profité au plus grand nombre avec 15 926 bénéficiaires.
- Le volet Stage emploi arrive en deuxième position avec 9360 bénéficiaires.
- Aucun bénéficiaire n'est rapporté en 2023 pour les AGR financés, GIE financés, Installation en AGR, alphabétisation, transformation agro-Alimentaire, électricité bâtiment, installation en métiers traditionnellement réservés aux hommes ou métiers innovants, couture et mécanique.

Nombre de bénéficiaires cumulatif (2015-2023)

- L'alphabétisation a le plus grand nombre de bénéficiaires sur la période cumulative avec 41268 bénéficiaires.
- L'installation en AGR se classe deuxième avec 23376 bénéficiaires.
- La formation qualifiante suit de près avec 64777 bénéficiaires.
- Les AGR financés (10425), le volet Stage emploi (22302) et l'installation en métiers non traditionnels (1867) complètent les principaux soutiens.

TABLEAU 4: Autonomisation économique des jeunes femmes par type d'appui

Nombre de bénéficiaires par type d'appui	2023	Cumulative (2015-2023)
AGR financés	-	10 425
GIE financés	-	299
Installation en AGR	-	23 376
Alphabétisation	-	41 268
Formation qualifiante	15 926	64 777
Volet Stage emploi	9 360	22 302
Transformation Agro-Alimentaire	-	827
Électricité Bâtiment	-	573
Installation en métiers traditionnellement réservés aux hommes ou métiers innovants	-	1 867
Couture	-	835
Mécanique	-	537
TOTAL	25 286	167 086

Source: Pays SWEDD selon le canevas des données rétrospectives du STR



4. Prévention et prise en charge des survivantes des VBG

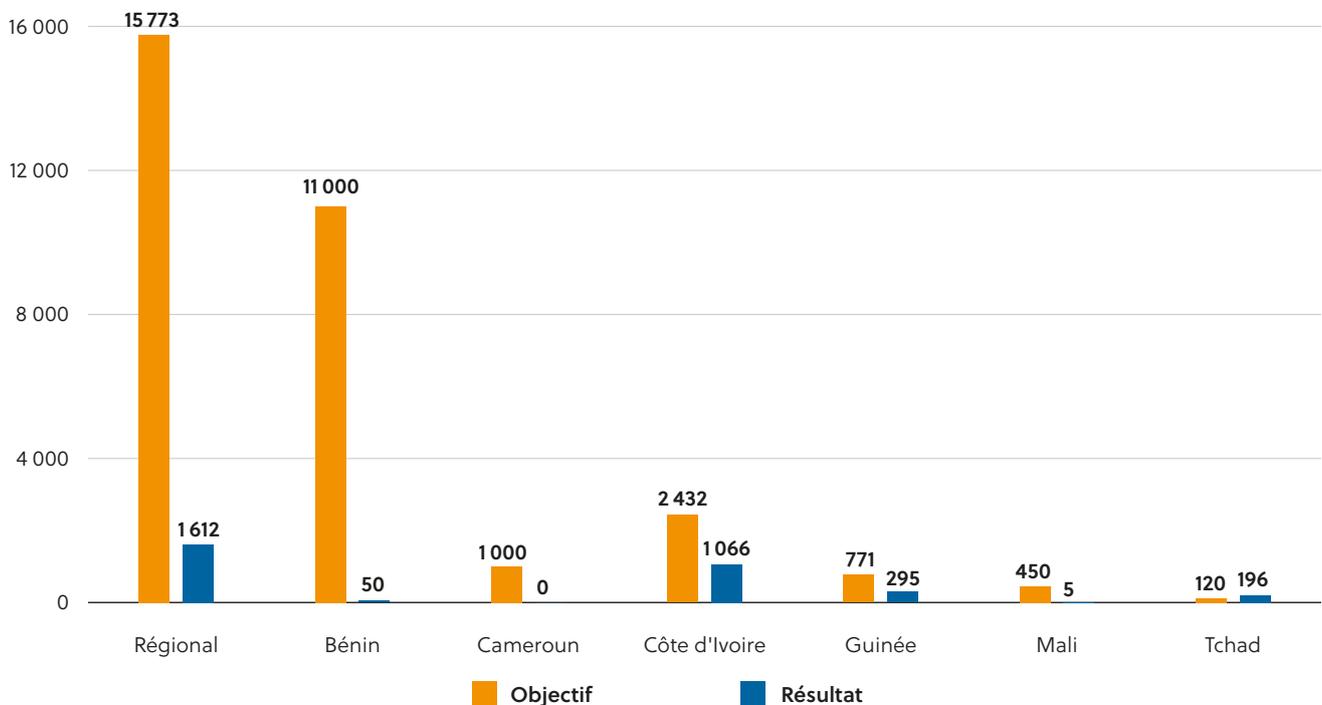
L'objectif en matière de cas de VBG et pratiques néfastes référés pour prise en charge sanitaire, sociale, juridique, sécuritaire selon le processus établi, est loin d'être atteint. **1612** cas ont été pris en charge, sur une prévision de **15773**. Le retard dans la mise en place des mécanismes de référencement et de prise en charge est attribué, entre autres, à la faiblesse des systèmes nationaux en place.

Au niveau des performances par pays, le **Tchad** a pris en charge 196 cas sur une prévision de 120, réalisant ainsi 163%. En revanche, la **Côte d'Ivoire** a traité 1066 cas sur

une prévision de 2432, atteignant un taux de réalisation de 44%. La **Guinée** suit avec 295 prises en charge sur une prévision de 771, réalisant un taux de réalisation de 38%. Pour le **Mali**, seulement 5 cas ont été pris en charge sur une prévision de 450, représentant un taux de réalisation de 1%. Au **Bénin**, sur une prévision de 11000, seuls 50 cas ont été pris en charge, soit un taux de réalisation de 1%.

Cette analyse met en lumière des écarts significatifs tant au niveau des aspirations nationales que des capacités à concrétiser les politiques publiques de lutte contre ces violences. Des efforts substantiels sont nécessaires pour améliorer la prévention et la prise en charge des victimes dans la plupart des pays.

GRAPHIQUE 4: Nombre de cas de VBG et pratiques néfastes: objectifs et résultats en 2023



Source : IRI#4

5. Au niveau régional

La documentation des processus d'intervention

L'année 2023 a été marquée par un effort majeur de documentation des processus qui ont jalonné 13 interventions clés du projet SWEDD dans ses trois composantes. Un total de 13 guides et 13 briefs opérationnels ont été développés sur le curriculum régional pour les Espaces Sûrs ainsi que pour l'École des Maris (CdM) et l'École des Futurs maris (CdFM); sur les initiatives économiques pour l'autonomisation des femmes; sur les ES; sur les expériences des CdM et CdFM dans le changement pour les normes de genre.

La cartographie régionale des opportunités économiques et de l'inclusion financière

Une cartographie des opportunités économiques⁽⁵⁾ a été conduite par le STR avec l'appui de Plan International. Le rapport met en évidence l'efficacité des interventions pour l'autonomisation économique des femmes et des filles, tout en soulignant l'importance de la sensibilisation continue, de l'engagement politique, de la collaboration entre acteurs, et de l'application des lois pour créer un environnement favorable à l'égalité des sexes. Les principaux résultats à noter sont:

(5) Analyse de la cartographie des interventions économiques, 2023

- Des actions concrètes ont été développées dans plusieurs pays, avec un accent particulier sur le renforcement des compétences, l'action des mentors, le soutien au démarrage d'activités, le regroupement en réseaux et coopératives, et les mesures de sensibilisation et d'éducation.
 - Les initiatives ont généré de nombreux emplois, permanents et temporaires, dans divers secteurs comme l'agriculture, la transformation des produits locaux, la couture, la coiffure et la savonnerie, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des femmes et à la réduction de la pauvreté.
 - Les résultats obtenus laissent présager une certaine durabilité, notamment pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR).
 - L'analyse a identifié des facteurs de succès tels que l'approche inclusive et multisectorielle dans la programmation des interventions, l'insertion dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes, et la construction de partenariats stratégiques.
- Un développement des Termes de référence des Espaces Sûrs et des plans de ciblage du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Mauritanie et du Cameroun.
 - L'élaboration de plans d'adaptation des programmes scolaires et de plans de formation de formateurs pour la Guinée et le Cameroun. En outre, le Population Council a défini et partagé des indicateurs MEL pour le suivi des activités.
 - Une mission d'appui à la Guinée pour gérer efficacement la planification et la mise en œuvre des programmes des CDM et CDFM sur la base des normes minimales, des outils pédagogiques, des documents de base, des leçons apprises et des expériences des pays SWEDD.

L'appui au renforcement des Espaces sûrs, des Clubs des maris et des Clubs des futurs maris

L'accompagnement par Population Council et Equimundo des pays a été mené pour l'identification des sites des Espaces sûrs (ES), des CdM et CdFM et afin de favoriser le rapprochement des activités des ES de celles des CdM/CdFM. À cela s'ajoute la tenue des rencontres de concertation autour de ces stratégies.

Le lancement d'une étude sur le décrochage scolaire

L'étude sur le décrochage scolaire réalisée a mis en évidence les défis exacerbés par la pandémie de COVID-19 sur l'accès à l'éducation des filles. Malgré un soutien apparent à l'éducation des filles, de nombreux obstacles subsistent, nécessitant une approche holistique et contextualisée. Il est crucial de prendre en compte les facteurs environnementaux, sociaux et économiques majeurs qui influencent la décision des filles de quitter l'école : la pauvreté, la distance des écoles et les contraintes sociales.



CHAPITRE II

Renforcer les capacités régionales et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé qualifiés

Cette composante devrait permettre de renforcer les capacités régionales en matière de fourniture d'éléments essentiels (produits et personnel qualifié) nécessaires à la prestation de services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN).

Au cours de l'année 2023, les unités de gestion du programme (UGP) des pays concernés, ensemble avec le Secrétariat technique régional (STR) et en collaboration avec le Centre humanitaire des Métiers de la Pharmacie (CHMP), ont réalisé plusieurs activités déterminantes pour améliorer la disponibilité des produits de santé maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN) et des agents qualifiés.

Les plans de distribution ont été actualisés, des mécanismes de suivi ont été mis en place en matière de distribution à base communautaire (DBC) des contraceptifs. Les pays ont été appuyés pour la collecte d'indicateurs et les bonnes pratiques ont été documentées.

Les projets pilotes pour le renforcement de la chaîne d'approvisionnement se sont poursuivis, et une rencontre régionale de partage d'expérience sur la distribution au dernier kilomètre (DDK) des intrants de santé a été organisée.

Une formation des formateurs en ligne pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement ainsi qu'une formation des formateurs virtuels pour les sages-femmes « mentors » ont clos les activités d'assistance technique de l'année 2023.

En plus de ces initiatives régionales, les pays ont mené des actions ciblées pour renforcer les compétences des prestataires de soins. Au Tchad, par exemple: la formation de 30 enseignants et encadreurs de stage en techniques d'encadrement, à travers une session dédiée, et l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités en technologie contraceptive pour améliorer l'offre de services de planification familiale. 64 responsables de centres de santé et sages-femmes ont ainsi été formés lors de sessions de 8 jours, leur permettant de se familiariser avec les nouveaux concepts et méthodes.

TABEAU 5: Résumé des résultats atteints en 2023.

Indicateur	Données de base	Cible	Résultats
Nombre de pays disposant d'un plan pour la mise en œuvre de la DBC	0	9	9
Nombre d'acteurs de la chaîne d'approvisionnement formés	0	18	64
Nombre de formateurs formés en matière de mentorat	0	27	56

2.1. Amélioration de l'accessibilité des contraceptifs au niveau communautaire

Avec le soutien technique de CHMP, les neuf (09) pays ont été appuyés en matière de Distribution à Base Communautaire (DBC) au cours de 2023. Les principales activités réalisées sont résumées dans le **tableau 6**.

TABLEAU 6 : Statut de la disponibilité des contraceptifs au niveau communautaire en 2023

Pays	Points saillants
Bénin	Le Tableau d'acquisition des contraceptifs (TAC) a été actualisé en concertation avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, ce qui a permis d'identifier les besoins pour les trois prochaines années et de soulever les difficultés rencontrées dans la remontée des données.
Burkina Faso	Le plan d'approvisionnement a été révisé dans le cadre d'ateliers régionaux de revue des stocks réalisés sous la tutelle de la Direction de la Santé familiale (DSF), puis consolidé lors d'un atelier national d'élaboration des TAC.
Cameroun	Les besoins ont été actualisés lors d'une session de travail et ont permis leur projection pour 2024.
Côte d'Ivoire	Le plan d'approvisionnement des produits de SSR/PF a été élaboré lors d'un atelier de quantification. Au cours de l'année 2024, plusieurs activités seront menées afin de veiller à son financement et à sa mise en œuvre.
Guinée	Lancement en septembre 2023 d'une campagne de distribution gratuite de contraceptifs à travers des points fixes, avec l'appui financier du projet SWEDD dans les régions de Faranah, Kankan et Labé.
Mali	Mise en place d'un dispositif d'appui à la Direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM) à travers des réunions de quantification et la supervision des acteurs pour assurer la disponibilité des intrants de DBC.
Mauritanie	Création d'un groupe de travail pour assurer le suivi de la disponibilité des produits de santé reproductive (SR) et de planification familiale (PF) à travers des revues de quantification et des supervisions formatives.
Niger	Actualisation des plans de distribution pour la période 2023-2025 lors d'un atelier de mise à jour de la quantification organisé par la Direction de la Planification familiale (DPF).
Tchad	L'exercice de quantification a permis d'estimer les besoins pour la période 2024-2027.

CHMP a également réalisé un prototype pour la plateforme de suivi de la DBC afin de permettre :

L'amélioration de la gestion des données de campagne.

- La complémentarité avec les dispositifs existants.
- L'adaptation aux besoins nationaux.
- La traçabilité des stocks.
- La collecte des indicateurs essentiels tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- La gestion proactive des stocks.
- La facilitation des opérations.
- Le suivi des résultats.

La documentation des bonnes pratiques s'est terminée avec la rédaction de quatre guides accompagnés chacun d'un brief destiné aux décideurs.

Nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne

Les principaux résultats obtenus en 2023 ont contribué à une plus grande disponibilité des produits contraceptifs et, par conséquent, à une augmentation du nombre

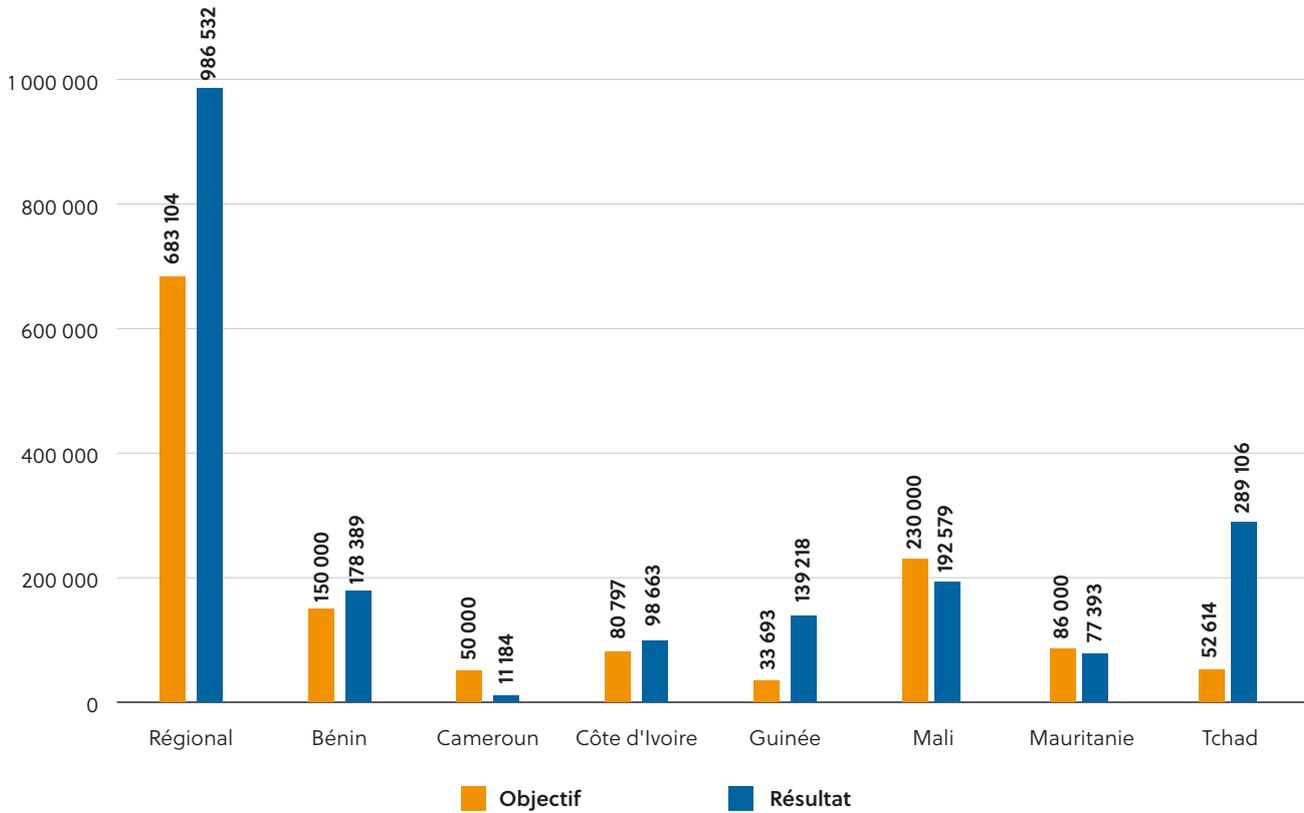
de nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes dans ces pays entre 2021 et 2023.

L'objectif régional était de 702147 nouvelles utilisatrices en 2023. Le résultat obtenu a été de 986532, soit 142 % de l'objectif cumulatif entre 2015 et 2023 (**Graphique 5**). Ceci démontre un dépassement significatif des prévisions. Par ailleurs, il est important de noter que cet indicateur a excédé l'objectif de fin de projet en 2024 de 215,799, soit une réalisation excédentaire de 22 % par rapport à ce qui était prévu.

Le Tchad a dépassé son objectif avec 289106 nouvelles utilisatrices contre un objectif de 52614, soit un taux de réalisation de 549 %.

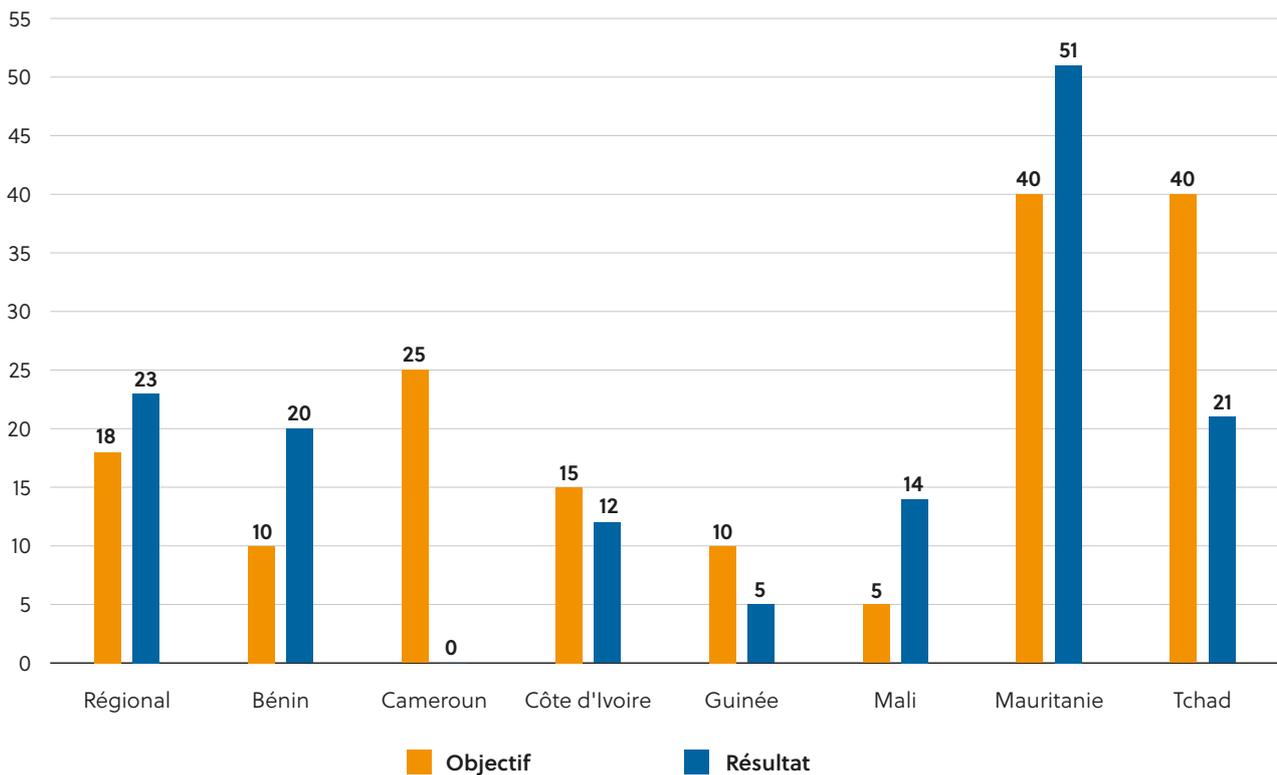
Le nombre de nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne par pays selon l'objectif visé et le résultat atteint montre des progrès importants dans la plupart des pays concernés pour élargir l'accès des femmes à la contraception moderne.

GRAPHIQUE 5: Nombre de nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne par pays selon l'objectif visé et le résultat atteint en 2023



Source: IODP#3

GRAPHIQUE 6: Taux de rupture des produits contraceptifs au niveau les points de prestations de services dans les zones d'intervention du projet



Source: IODP#4

Taux de rupture des produits contraceptifs

Le **graphique 6**, ci-dessus, présente, pour sept (07) pays ainsi qu'au niveau régional, les taux de rupture des produits contraceptifs dans les points de prestation de services. Il s'agit notamment de la Guinée qui affiche un excellent taux de 5% de rupture contre 10% visé et du Tchad.

On constate que trois (03) pays (Bénin, Mali et Mauritanie) n'ont pas atteint l'objectif fixé et affichent des taux de rupture plus élevés que prévus. La Mauritanie est le pays avec le taux le plus préoccupant à 51% contre un objectif de

40%. À l'inverse, quatre (04) pays ont connu une amélioration. Cependant, au niveau régional, le taux de rupture est de 23% contre 18% prévu initialement.

Des efforts restent donc à faire pour améliorer la disponibilité des produits contraceptifs dans certains pays et réduire les ruptures de stock. Cependant, si des progrès sont observés dans plusieurs pays, des disparités subsistent et impactent négativement le taux au niveau régional. Une analyse plus approfondie par pays serait nécessaire pour identifier les causes de ces performances mitigées.

2.2. Amélioration de la performance de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique, distribution au dernier kilomètre

Le CHMP, avec l'appui du STR a appuyé des activités de renforcement de la chaîne d'approvisionnement pour assurer la distribution au dernier kilomètre (DDK) des intrants de SRMNIN. Les pays ont poursuivi la mise en œuvre de projets pilotes visant à comparer les modèles strictement publics aux modèles basés sur le partenariat entre les secteurs publics et privés. Des modèles ont été testés dans cinq (05) pays (Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) et deux (02) autres pays ont démarré l'exécution des pilotes (Bénin et Mauritanie).

Une rencontre régionale de capitalisation des projets pilotes de DDK a permis de mettre en avant les expériences des sept (07) pays ayant mis en place des projets pilotes et de partager leurs difficultés, les leçons apprises et les bonnes pratiques.

Cette rencontre a été l'occasion d'affiner les différentes stratégies et d'identifier des pistes de solution aux défis rencontrés. De façon plus spécifique, plus de soixante responsables des services d'approvisionnement des ministères de la santé ont identifié cinq bonnes pratiques validées par tous les pays présents. Ces bonnes pratiques ont été partagées à l'ensemble des pays pour leur planification 2024.

Dissémination de l'application de gestion de produits SRMNIA

Dans le but d'améliorer le système de suivi de distribution à base communautaire des produits contraceptifs (DBC) et le déploiement du système DBC dans les neuf (09) pays, le CHMP a développé une application informatique pour alerter sur les gestions des stocks des produits SRMNIA. Le STR a accompagné la dissémination de cet outil à travers des réunions virtuelles avec toutes les UGPs.



2.3. Amélioration de la disponibilité des agents de santé de la reproduction en milieu rural, renforcement de la fonction sages-femmes et autres personnels impliqués dans la prestation de services SRMNIN

Le CHMP, avec l'appui technique du STR, a réalisé trois (03) activités majeures en 2023. Il s'agit de :

- La formation des formateurs sur la gestion des approvisionnements et des stocks (GAS).
- La formation des formateurs des sages-femmes sur le mentorat clinique.
- La réalisation d'une étude sur la valeur ajoutée des centres d'excellence (CE) appuyés par le SWEDD.

La formation des formateurs sur la GAS

En collaboration avec neuf (09) UGPs/UCPs (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), trois séances de formation des formateurs GAS, avec huit (08) participants par pays, ont été organisées en ligne du 18 au 22 décembre 2023 afin de mettre à la disposition des pays des ressources humaines qualifiées en SRMNIN. Ces formations ont permis de doter les pays de 73 gestionnaires de la chaîne d'approvisionnement de compétences avérées pour une meilleure gestion des produits SRMNIN.

La formation des formateurs des sages-femmes sur le mentorat clinique

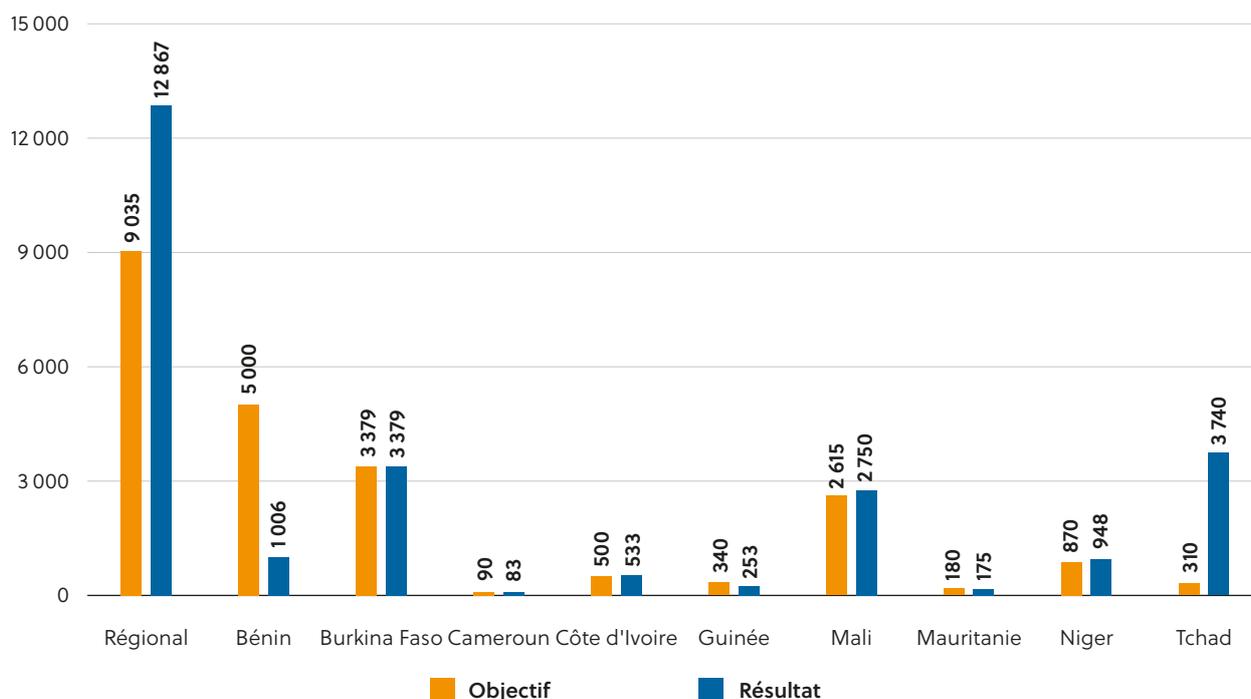
En collaboration avec les associations nationales des sages-femmes et les ministères de la Santé, les compétences de 63 mentors sages-femmes ont aussi été renforcées en matière de mentorat clinique en virtuelle (e-learning).

On constate que le nombre total de sages-femmes formées dans la région est de **12 867**, soit **142 %** de l'objectif régional qui était de **9 035**. La majorité des pays ont dépassé leurs objectifs nationaux, à l'exception du Bénin et de la Mauritanie.

Le **Tchad** est le pays ayant le plus excédé son objectif avec **3 740** sages-femmes formées contre **310** initialement prévues, soit un taux de réalisation de **1 207 %**. Le **Burkina Faso** a, quant à lui, parfaitement atteint son objectif avec **100 %** de réalisation.

Ces résultats démontrent une progression importante du renforcement des capacités des sages-femmes à travers ces formations complémentaires de courte durée axées sur l'amélioration de la qualité.

GRAPHIQUE 7: Nombre de sages-femmes dans les ZIP ayant complété leur formation en 2023



Source: IRI#6

Principaux résultats de l'étude sur la valeur ajoutée des centres d'excellence (CE)

Selon les enquêtes⁽⁶⁾, le profil de base des bénéficiaires des CE se décline comme suit: 48 % des infirmiers, 35 % des sages-femmes et 17 % autres (biologiste médical, microbiologiste, kinésithérapeute, anesthésie, technicien supérieur).

Pour les bénéficiaires de deux CE (Abidjan et Niamey) on dénombre à ce jour (pour les trois cohortes de formation) un effectif total de 170 bénéficiaires (83 pour Abidjan et 87 pour Niamey). Le CE d'Abidjan est composé de 70 diplômés et 13 apprenants; et celui de Niamey de 68 diplômés et 19 apprenants. On note également que presque les 2/3 des bénéficiaires des formations sont constitués pour l'essentiel par les pays abritant les CE, soit: Côte d'Ivoire (39), Mali (38) et Niger (33). Les autres pays SWEDD se répartissent ainsi: Bénin (6), Burkina Faso (13), Mauritanie (17) et Tchad (25).

En ce qui concerne les conditions matérielles, équipements et infrastructures et qualité de la formation, 66,7% des apprenants et 47,4% des diplômés d'Abidjan ont déclaré être satisfaits. La situation de Niamey est de 30,8% et 70,9% respectivement qui déclarent être satisfaits ou très satisfaits des conditions matérielles, des équipements et des infrastructures.

À l'unanimité, les enquêtés du CE d'Abidjan sont très satisfaits ou satisfaits de la qualité du programme de la formation (100%). Cette satisfaction a été déclarée par 92,3% des apprenants et 87% des diplômés du CE de Niamey.

Sur la valeur ajoutée et le parcours professionnel des diplômés, l'enquête révèle que 63,2% des diplômés sortis du CE d'Abidjan ont obtenu une nouvelle position d'emploi ou un nouvel emploi à l'issue de la formation; 31,6% gardent leur même position; et 5,3% sont sans emploi au moment de l'enquête. La situation pour Niamey est respectivement de 74,2%, 22,6% et 3,2%.

La grande majorité des diplômés d'Abidjan (95%) et la totalité de ceux de Niamey (100%) travaillant dans les structures d'offre de SRMNIN ont affirmé y apporter de la valeur ajoutée. À la question de savoir si les formations effectuées dans les CE permettent d'exercer aisément leur métier, on obtient des résultats plus que satisfaisants, soit 94,7% et 96,8% respectivement pour Abidjan et Niamey.

On note que 84,3% des diplômés exercent dans la zone du projet SWEDD (85,7% des sages-femmes et 81,8% des infirmiers). Les profils de base autres que ceux cités suivent la même tendance: 87,7% exercent dans l'une des zones du projet. L'étude montre également que cette même tendance est maintenue dans les autres pays, sauf en Mauritanie.

Conditions matérielles, équipements, infrastructures et qualité de la formation

Au CE d'Abidjan, 66,7% des apprenants et 47,4% des diplômés ont déclaré être satisfaits; ce qui n'est pas le cas pour le CE de Niamey avec 30,8% et 70,9% respectivement satisfaits ou très satisfaits des conditions matérielles, équipements et infrastructures. La qualité du programme de formation est appréciée par la totalité des enquêtés du CE d'Abidjan, 92,3% des apprenants et 87% des diplômés au CE de Niamey.

Valeur ajoutée et parcours professionnel des diplômés

Plus de 3 diplômés sur 5 (63,2%) sortis du CE d'Abidjan ont obtenu une nouvelle position ou un nouvel emploi à l'issue de la formation. Près d'un tiers (31,6%) se trouvait à la même position d'emploi et 5,3% étaient sans emploi au moment de l'enquête. Les diplômés sortis des CE d'Abidjan et de Niamey travaillant dans les structures d'offre de SRMNIN ont affirmé apporter de la valeur ajoutée respectivement à 95% et 100%.

Lieu de travail des diplômés sortis des centres d'excellence

L'on note que 84,3% des diplômés exercent dans l'une des zones du projet SWEDD, parmi lesquels 85,7% des sages-femmes et 81,8% des infirmiers.

Cadre réglementaire et dispositif de suivi

Les pays ont affirmé qu'ils ne disposent pas d'un cadre réglementaire pour la reconnaissance officielle du programme de formation dispensé dans le cadre du partenariat avec le projet SWEDD. Néanmoins, les responsables en charge de la formation dans les CE d'Abidjan et de Niamey ont indiqué qu'il existe un dispositif de suivi de la qualité de la formation de leur Master.

(6) Étude sur la valeur ajoutée des Centres d'Excellence SWEDD, 2023



CHAPITRE III

Le Renforcement du plaidoyer et de l'engagement politique en faveur de la SRMNIN aux niveaux régional et national

La composante 3 vise à renforcer (i) le plaidoyer et l'engagement politique en faveur de la SRMNIN en s'appuyant sur les réseaux des religieux, traditionnels, communicateurs et de jeunes, (ii) les capacités d'élaboration des politiques, de suivi et évaluation des questions de dividende démographique, et (iii) les capacités de mise en œuvre du projet.

3.1. Le renforcement du plaidoyer et de l'engagement politique en faveur de la SRMNIN aux niveaux régional et national

1. L'implication des leaders religieux au niveau régional

En 2023, le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier régional pour l'implication des leaders religieux dans le projet SWEDD est fort encourageant, et a entre autres permis :

- **Au Burkina Faso**: la mise en place des registres de mariages dans certaines mosquées et le recul de l'âge de mariage de la jeune fille.
- **En Côte d'Ivoire**: la déconstruction des stéréotypes, us et coutumes qui ne favorisent pas l'autonomisation de la femme/fille et le développement de la communication parent-enfant.
- **En Mauritanie**: une meilleure adhésion des communautés à la scolarisation des filles et un recul de l'âge du premier mariage contribuant à l'espacement des naissances et à l'autonomisation des femmes.
- **Au Niger**: (i) l'acceptation par les populations des thématiques sensibles liées au genre et au dividende démographique dans un pays fortement islamisé, (ii) l'interdiction par des leaders coutumiers et traditionnels de l'accouchement à domicile et du mariage d'enfant et (iii) l'encouragement par des leaders coutumiers et traditionnels du retour des filles à l'école et de l'inscription dans l'apprentissage aux métiers.

2. La mise en place de plateformes juridiques et développement de plans d'actions harmonisés et budgétisés des équipes juridiques des pays (EJP).

Le STR, avec l'appui du CEFA-PSD, a réuni l'ensemble des équipes juridiques pays et des institutions panafricaines à l'effet de faire le bilan des activités mises en œuvre, stimuler les échanges et le partage d'expériences entre les membres de la plateforme et de finaliser l'intégration des institutions sous régionales. Au terme de cette rencontre, on peut noter les résultats ci-après :

- Le bilan des activités des EJP par pays a été réalisé et disséminé auprès de tous les acteurs.
- Les pratiques prometteuses pour l'élaboration des recueils de textes juridiques ainsi que leurs disséminations ont été identifiées.
- Les cadres juridiques dans les pays relatifs à l'autonomisation de la femme ont été partagés.
- Les capacités des membres des EJP ont été renforcées sur les mécanismes africains de prévention et de protection des droits de l'homme.
- Les recommandations et les prochaines étapes ont été identifiées pour une accélération des interventions.

Dans le cadre de l'amélioration du cadre juridique conformément aux thématiques du projet, la plateforme régionale des juristes et les équipes juridiques des pays ont travaillé à la finalisation de leurs plans d'actions.

3. Engagement des parlementaires

Le STR, avec l'appui du CEFA, a fait un état des lieux des réseaux parlementaires nationaux en matière de population et développement dans neuf (09) pays.

Élaboration de Plans d'actions adoptés

Dans le processus d'élaboration des plans d'action des réseaux de Parlementaires en Population et Développement, des ateliers ont été organisés au Bénin et au Burkina

Faso afin de soutenir les interventions du Projet SWEDD au niveau national. Les Parlementaires du Bénin et du Burkina Faso, membres du Réseau des Parlementaires en Population et Développement, ont adopté des plans d'actions en adéquation avec les axes stratégiques proposés.

La Création du Réseau des Parlementaires en Population et Développement de la Mauritanie amorcée :

Des échanges ont eu lieu avec la « Commission de l'Orientation Islamique, des Ressources Humaines, de la Culture et des Affaires Sociales » de la Mauritanie, commission qui, dans la configuration de la nouvelle Assemblée Nationale, est en charge des questions de population et développement et donc de l'autonomisation des femmes et de la capture du dividende démographique. Ces échanges ont permis de s'accorder sur la création au sein de cette Commission d'un noyau de parlementaires dédié aux questions de population, et particulièrement au plaidoyer pour initier ou promouvoir des lois pouvant renforcer l'autonomisation des femmes et la capture du dividende démographique. Ce noyau remplacera le Groupe Parlementaire puisque cette appellation n'est plus d'actualité au sein du Parlement mauritanien.

Disponibilité de la feuille de route du Réseau régional en Plaidoyer des Parlementaires

Le STR a appuyé le CEFA dans le développement d'une feuille de route qui sera validée à la prochaine réunion régionale des Parlementaires en tenant compte des principaux cadres stratégiques mondiaux notamment l'Agenda 2030 pour le Développement durable et la Vision 2063 de l'Union Africaine : *l'Afrique que nous voulons*. Elle constitue une contribution à l'opérationnalisation de la Feuille de route de l'Union Africaine (UA) sur le thème « *Tirer pleinement profit du dividende démographique (DD) en investissant dans la jeunesse* » et des engagements des parlementaires lors des différentes conférences sur les questions de population et développement.

3.2. Renforcement des capacités d'élaboration des politiques de suivi et évaluation des questions de dividende démographique

Appui au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, à la Côte d'Ivoire, à la Guinée, au Niger et au Tchad dans la budgétisation sensible au dividende démographique

Le Centre de Recherche en Économie Générationnel (CREG) a appuyé sept (07) pays dans la rétopolation de l'Indice de suivi du dividende démographique (DDMI) sur une période d'environ vingt (20) ans dépendant de la disponibilité des données dans les pays. L'exercice de rétopolation et de

raccordement de DDMI des pays a consisté, dans un premier temps, à calibrer le DDMI des points distants pour lesquels les données d'enquêtes sont disponibles, et, dans un second temps, à raccorder ou à estimer le DDMI des autres années entre deux enquêtes consécutives, i.e. pour le cas du Bénin sur les périodes 2004-2010, 2012-2018. Cela permet d'avoir une série continue sur la période 2003-2020. Notons que la plupart des pays dans le cadre de cet exercice disposaient d'au moins deux points de DDMI. Cet exercice constitue une



étape cruciale dans l'élaboration de l'outil sur la budgétisation sensible au dividende démographique.

Le Cameroun, la Guinée, la Mauritanie et le Tchad ont été appuyés pour la mise en œuvre des deux premières étapes de la BSDD à savoir (i) la rétopolation de l'Indice de suivi du dividende démographique (DDMI) sur une période d'environ vingt (20) ans et (ii) la transformation du budget classique en budget fonctionnel.

Tchad: un atelier sur la transformation du budget classique du Tchad en budget fonctionnel a eu lieu à Thiès (Sénégal) du 10 au 17 juillet 2023. Il a pour objectif de faire une assurance qualité de la transformation budgétaire effectuée par les experts nationaux sur la transformation du budget classique en budget fonctionnel et la rétopolation. Il a connu la participation de cinq (05) experts tchadiens appuyés par les experts du CREG.

À la fin de l'atelier, les experts ont produit un rapport d'analyse sur la rétopolation. Les recommandations principales de l'atelier ont essentiellement porté sur la poursuite du processus de la BSDD notamment la rétopolation et le raccordement ainsi que le calcul des élasticités budgétaires.

Guinée: le niveau régional a appuyé la Guinée dans la finalisation des rapports NTA et NTA, la DNPD à travers un atelier regroupant les experts nationaux à Kindia. Au total dix-huit (18) experts et responsables de départements guinéens ont pris part à cette activité.

La recommandation principale issue de l'atelier a porté sur la validation des rapports, le montage et la publication de ces derniers ainsi que la dissémination des résultats.

Mauritanie: du 14 au 19 août 2023 s'est tenu l'atelier de finalisation des rapports NTA, DDMI et BSDD de la Mauritanie. Les rapports d'analyse NTA et DDMI, calibrer le modèle macro-budgétaire du dividende démographique de la Mauritanie et l'estimation des élasticités budgétaires des fonctions DDMI ont été finalisés avec la participation de dix-sept (17) experts mauritaniens. Les principales recommandations de l'atelier ont porté sur la nécessité pour la Mauritanie d'opérationnaliser l'ONDD, d'envisager des collaborations de recherche avec le CREG ainsi que de produire des résumés politiques en vue d'une dissémination auprès des autorités.

Cameroun: l'atelier de renforcement des capacités et du calibrage de l'indice du suivi du dividende démographique du Cameroun a effectivement démarré au 3^e trimestre avec l'appui du niveau régional. Cet atelier a connu une première phase qui s'est déroulée en ligne du 21 au 26 septembre 2023. Les acteurs nationaux à la production et l'actualisation du Demographic Dividend Monitoring Index (DDMI) et du Gender Demographic Dividend Index (GDDI) ont été formés. Cette formation a connu la participation de douze (12) experts nationaux provenant de l'administration publique (MINEPAT, INS, MINESEC, IFORD, BUCREP), qui ont bénéficié de l'expérience de l'équipe du CREG sur le calibrage du DDMI.

3.3. Suivi, Évaluation, Recherche

Atelier Régional de Renforcement de Capacités en Suivi et Évaluation des activités de Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC)

- Un atelier régional réunissant les chargés de communication et les responsables de S&E des UGP des neuf (09) pays a été organisé pour harmoniser les connaissances sur les approches, les outils, les indicateurs de S&E en matière de CCSC et des interventions stratégiques communautaires du projet (plus particulièrement au niveau des Espaces Sûrs). Cet atelier a été réalisé par JHU en collaboration avec le STR et la participation de la Banque Mondiale. Ce fut également l'occasion de finaliser les plans de collecte de données pour le renseignement des indicateurs d'effets du projet. Le STR a élaboré un plan d'action pour le suivi des recommandations formulées par cet atelier, dont des actions concrètes sont en cours de mise en œuvre.
- Identifier les indicateurs collectés par certaines enquêtes ménages (DHS, PMA, etc.) et assurer leur représentativité au niveau des zones d'intervention.
- Établir une bonne collaboration entre Instituts Nationaux de la Statistique - ONDD et UCG - dans le processus de conduite des enquêtes.
- Élargir et adapter les outils de suivi et de mesure proposés aux autres thématiques de la CCSC (non-PF) dont les indicateurs ne sont pas encore consensuellement établis.
- Organiser une ou des sessions virtuelles afin de valider et consolider la liste d'indicateurs régionaux sur les activités de CCSC.
- Mutualiser les outils de collecte des données couvrant la liste validée des indicateurs.

Étude régionale sur les transformations économiques et sociales dans la vie

L'objectif général de cette étude est d'identifier et de comprendre des transformations économiques et sociales ayant affecté les bénéficiaires des interventions pour les 6 premiers pays du projet SWEDD entre 2015 et 2020, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Cette étude cherche à décrire les dynamiques de vie des bénéficiaires pendant une période qui inclut leur participation dans les activités du SWEDD et à documenter le point de vue des bénéficiaires, des responsables, et des personnes ressources du projet eux-mêmes. L'étude cherche à comprendre (sans évoquer une attribution cause-à-effet directe) comment une participation dans les activités du projet SWEDD aurait pu potentiellement influencer les expériences de vie des adolescentes et jeunes femmes participantes. Les outils méthodologiques

et de collecte de données ont été développés lors d'un atelier régional.

Étude qualitative: documentation des processus de mise en œuvre et des leçons clés

Une activité importante au cours de l'année 2023 est une documentation des processus de la conceptualisation, mise en œuvre et suivi-évaluation-apprentissage de 13 interventions clés du projet SWEDD à travers les trois composantes décrites ci-dessus. La motivation pour cette documentation réside dans le fait que le SWEDD est devenu un cadre stratégique dans la région permettant de traiter ensemble des sujets considérés comme sensibles. Une documentation rigoureuse des processus pose des questions différentes de celles des évaluations qui examinent les résultats. Elle pose les questions sur comment une intervention a été conceptualisée et mise en œuvre, avec quelles parties prenantes, et quelles étaient les expériences de déroulement et suivi-évaluation.

Au nombre des 13 thématiques choisies par les UGP, il y a: le développement du curriculum régional pour les Espaces Sûrs, la mise en œuvre des Espaces Sûrs et des Écoles des Maris (CdM) et des Écoles des Futurs Maris (CdFM); les initiatives économiques pour l'autonomisation des femmes; la distribution communautaire des contraceptifs au dernier kilomètre; les observatoires nationaux du dividende démographique; etc. Les UGP ont suggéré des répondants clés à interviewer, basés sur leurs participations dans la conceptualisation, mise en œuvre et suivi-évaluation d'une thématique. Avec l'appui techniques du STR et de la Banque Mondiale, les partenaires techniques (Population Council, Equimundo, JHU, Plan International, CHMP, l'OOAS, CREG) ont utilisé un guide de conversation commun, modifié pour chaque thématique, pour collecter de l'information de ces répondants. Cette information était combinée avec des documents du projet fournis par les UGP pour l'analyse finale. Treize (13) Guides de Bonnes Pratiques et Briefs Opérationnels ont été validés par les UGP.

Les défis les plus notés lors de la documentation des processus d'intervention

Des lourdeurs et autres problèmes administratifs, incluant le manque de transport, les retards dans la disponibilité des produits (les produits contraceptifs pour la composante 2, les kits de soutien scolaire pour la composante 1, par exemple):

- Un système de suivi-évaluation souvent faible, et presque partout sans l'opportunité d'apprentissage systématique;
- Un manque de communications et plaidoyer systématiques.

Pour la composante 1 : l'importance (a) du budget et du temps suffisant pour investir dans le développement des curricula et la sélection des leaders de groupes; (b) de s'assurer d'un focus continu sur l'autonomisation des filles et jeunes femmes à travers les ES et les CdM/CdFM; (c) d'engager systématiquement les leaders religieux et communautaires comme les alliés pour l'égalité de genre, et (d) de créer des opportunités dans les domaines masculins pour l'autonomisation économique des femmes mais d'une manière qui ne les mette pas en danger en raison des normes sociales.

Pour la composante 2 : les Guides issus de cette documentation décrivent (a) comment mieux engager et fidéliser les sages-femmes, surtout pour les zones éloignées ou cela reste un grand défi; (b) comment dérouler l'appui technique pour améliorer la qualité des laboratoires nationales, et (c) comment éviter des problèmes dans le "pipeline rural" et s'assurer que les produits et services de SRMNIN sont accessible aux adolescentes et jeunes femmes les plus éloignées.

Pour la composante 3 : la documentation des processus a souligné le manque de transfert de compétences aux Observatoires Nationaux de Dividende Démographique (ONDD) pour qu'ils puissent faire ces recherches et plaidoyers; le besoin de renforcer les partenariats, et l'urgence d'investir dans un plan de communication.

Il est prévu d'utiliser les leçons clés et autres informations des Guides et Briefs pour intégrer une documentation de processus prospective comme partie de supervision et suivi des interventions dans le SWEDD+ pour faciliter un apprentissage immédiat pour la mise en œuvre des interventions.

Renforcement des capacités des experts des ONDD en analyse géospatiale et visualisation des données

En collaboration avec le bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le STR a appuyé la préparation et la tenue à Lomé, du 7 au 11 août 2023 un atelier de renforcement des capacités des instituts nationaux de statistique et des ONDD dans l'analyse géospatiale et la visualisation des données. L'atelier a vu la participation de treize (13) experts des ONDD du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie et du Togo.

Au terme de cet atelier, les experts ont maîtrisé l'analyse de l'accessibilité aux infrastructures (Établissements scolaires, Centre de santé, etc.) et ont élaboré des Dashboard.

Par ailleurs, toujours avec la collaboration du bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et la Communauté Économique pour l'Afrique (CEA), le STR a appuyé le renforcement des capacités des instituts nationaux de statistique et des ONDD sur les Projections Démographiques. Cet atelier a vu la participation d'experts



des ONDD de six (06) pays SWEDD à savoir le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger et le Togo. Au terme de cet atelier de formation, les capacités des experts présents sont renforcées dans la production des estimations de projections démographiques à des échelons nationaux et locaux. Ce qui permet dans le contexte du projet SWEDD de projeter certains paramètres démographiques (effectif de population, fécondité, mortalité, migration, etc.) dans de petits espaces.

En plus de cet atelier, le STR a organisé, en collaboration avec le Centre de Recherche en Économie générationnelle (CREG) de Thiès, deux (02) ateliers en ligne : (i) l'atelier sur l'Adhésion au Réseau NTA, (ii) l'atelier en ligne sur la méthodologie du Time Use. Les pays ont recommandé d'organiser de telles enquêtes qui sont cruciales pour mesurer les inégalités de genre dans le domaine de la division du travail et sur le plan économique.

3.4. Cadre des résultats⁽⁷⁾ régional adapté aux évolutions du projet

En 2023, le cadre des résultats du projet SWEDD montre des progrès significatifs, bien qu'inégaux selon les composantes, les pays et les indicateurs spécifiques. Les projections pour 2024 indiquent une trajectoire positive pour la plupart des indicateurs clés.

La composante 1, axée sur l'autonomisation des femmes, enregistre de bonnes performances sur plusieurs indicateurs. Le taux de rétention scolaire des filles (**IODP#1**) atteint une moyenne régionale de **96 %**, dépassant la cible de **79 %**, et ayant déjà atteint la cible de fin de projet qui est de **93 %** en 2024. Le pourcentage de bénéficiaires des espaces sûrs ayant de bonnes connaissances sur les conséquences des

mariages et grossesses précoces (**IODP#2**) est de **95 %** pour une cible de **88 %**, ayant déjà atteint la cible de fin de projet qui est de **87 %** pour 2024. **682118** adolescentes (**IRI#1**) ont bénéficié d'interventions de scolarisation en 2023, soit **63 %** de progrès par rapport à l'objectif 2024 de **1083347**. Les espaces sûrs (**IRI#2**) progressent bien avec **449675** bénéficiaires, soit **83 %** de réalisation par rapport à l'objectif de 2024 de **541859** bénéficiaires. Les appuis économiques aux femmes (**IRI#3**) progressent lentement avec **147638** réalisations, soit **67 %** de l'objectif de fin de projet de **219717** en 2024. De plus, les violences basées sur le genre (**IRI#4**) sont en train d'être réduites de manière significative. En 2023, le résultat régional est de **1612** cas référés, bien en deçà de l'objectif de **15773**, ce qui témoigne d'une diminution des cas de VBG et pratiques néfastes dans les zones d'intervention du projet. Cependant, on constate également un nombre faible de références pour une prise en charge sanitaire, sociale, juridique et sécuritaire selon le processus de référencement en place. Il est important de noter que la cible de fin de projet pour 2024 est de **20187** cas référés.

La composante 2, dédiée à la santé reproductive, affiche d'excellents résultats, notamment sur le nombre de nouvelles utilisatrices de contraceptifs modernes (**IODP#3**) qui atteint **1005710** contre un objectif de **702147**, soit **91 %** de l'objectif de fin de projet **1100647** en 2024. En outre, **13** projets pilotes de distribution au dernier kilomètre (**IRI#5**) ont été menés en 2023, dépassant l'objectif de **12**, soit **42 %** de progression par rapport à l'objectif de fin de projet de **31** en 2024. Cependant, en 2023 le taux de rupture de stocks (**IODP#4**) est à **23 %** avec une cible de **18 %**, l'objectif de fin de projet étant de **12 %** en 2024. La formation des sages-femmes (**IRI#6**) affiche des résultats remarquables, dépassant largement les attentes. Alors que l'objectif initial était de former **9035** sages-femmes, ce sont finalement **12867** professionnelles qui ont bénéficié de ces formations, soit une réalisation impressionnante de **142 %** par rapport à la cible. Cette performance témoigne de l'engagement du projet à renforcer les compétences du



(7) Le cadre de performance des indicateurs (IODP et IRI) se trouve en annexe 1 pour référence.

personnel de santé maternelle et néonatale, en particulier dans les zones rurales. Avec déjà **95 %** de l'objectif de fin de projet atteint, qui vise à former **13 557** sages-femmes d'ici 2024, le projet est en excellente voie pour atteindre, voire dépasser, cette cible ambitieuse. Ces formations de qualité permettront d'améliorer durablement la qualité des soins et de sauver des vies, contribuant ainsi à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale dans les régions ciblées.

La composante 3, sur l'engagement politique, montre des progrès mitigés mais des objectifs ambitieux pour 2024. Peu de pays ont adopté la budgétisation sensible au dividende démographique (**IODP#5**) en 2023, mais les 9 pays devraient l'avoir fait d'ici 2024. De même, le nombre de cadres juridiques favorables aux droits des femmes (**IODP#6**) devrait passer de 20 à 29. Les observatoires du dividende démographique (**IRI#7**), les publications dédiées (**IRI#8**) et l'engagement des leaders communautaires et religieux (**IRI#9**) devraient nettement progresser. Cepen-

dant, le pourcentage de plaintes traitées (**IRI#10**) est à 95 % doit atteindre 96 % en 2024. Il existe un système de gestion des plaintes dans les zones d'intervention du projet qui permet la détection, le référencement et la prise en charge des cas de VBG.

Parmi les leçons apprises, on note l'importance d'adapter les interventions aux contextes nationaux, de renforcer les systèmes de suivi des indicateurs, d'accentuer le plaidoyer auprès des décideurs et de mutualiser les bonnes pratiques entre pays.

De manière générale, le projet montre une **dynamique positive** et les **projections 2024 confirment** cette tendance vers la réalisation des objectifs du SWEDD. Des **efforts soutenus** restent néanmoins nécessaires, notamment sur l'autonomisation des femmes et l'engagement politique, pour concrétiser pleinement le potentiel transformationnel du projet au service des femmes et des filles.

3.5. Renforcement des capacités de mise en œuvre du projet

Ce chapitre traite des activités conduites par le STR pour la gestion stratégique du Projet SWEDD. De plus, il met en avant l'accompagnement des pays dans la préparation de leur Document d'Évaluation de Projet (PAD) et des documents complémentaires en vue de la phase SWEDD+.

Appui aux pays

Gambie: Une mission d'assistance technique en vue d'une révision concertée de tous les documents techniques à soumettre à la Banque mondiale pour approbation a eu lieu du 15 au 18 mars 2023 à Banjul, en présence des ministères sectoriels compétents, du Bureau Pays de l'UNFPA et de la Banque Mondiale. Au terme de la mission, les résultats obtenus et les prochaines étapes se déclinent ainsi :

- Consolidation des trois (03) composantes du PAD et orientations pratiques données pour la finalisation du Mini Pad.
- Cadre de résultats révisé et validé.
- Quatre (04) documents techniques notamment les deux (02) documents portant sur les instruments de sauvegardes sociales et instrumentales et les TDR de deux (02) études de base examinées et des recommandations formulées.
- Partage de bonnes pratiques (Cadre opérationnel de sous-projet; Mini Pad du Sénégal).

Sénégal: le STR a collaboré avec le bureau pays pour finaliser le mini PAD en soutenant la partie nationale. Il s'agit notamment de la vérification de la cohérence du cadre des résultats.

Guinée: une analyse de la demande d'AT régionale a été faite, une concertation avec UGP et bureau pays pour clarifier les demandes, pour mettre en place les équipes de travail par thématique incluant UGP, ministères sectoriels, UNFPA bureau pays et Régional, réunion de suivi toutes les deux (02) semaines.

Cameroun: une concertation avec l'UCP et le bureau pays sur la mise en œuvre de l'AT sur le démarrage de la mise en place des ES a été faite.

Élaboration des instruments de Sauvegardes Environnementales et Sociales (SES)

Dans le cadre de la préparation du SWEDD+, des instruments de Sauvegardes Environnementales et Sociales (SES) ont été développés. Ces instruments sont constitués de deux principaux documents: le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) et le Plan de Gestion de la Main d'Œuvre (PGMO). Le STR, en étroite collaboration avec l'OOAS et la CEDEAO, a travaillé à rendre disponible les premières versions des deux documents au premier trimestre.

BILAN FINANCIER



Les dépenses totales exécutées au cours de l'année 2023 par UNFPA s'élèvent à **5 815 550,00 USD** sur un montant de **6 224 044,72 USD** planifié soit un taux d'exécution de **93 %**. Le niveau d'exécution financière des ressources dépensées par rapport aux ressources planifiées durant l'année 2023 est présenté dans le tableau ci-après.

TABLEAU 7: Ressources dépensées Vs ressources planifiées au cours de l'année 2023 (WAH01 & BNA01)

Fond	Budget programmatique réel \$	Montant dépensés \$	Taux d'exécution %
WAH01	4 060 194,23	3 842 877,66	95 %
BNA01	2 163 850,49	1 972 672,34	91 %
	6 224 044,72	5 815 550,00	93 %

Source: STR – SWEDD

Les dépenses effectuées (USD) par composante sous les deux fonds code de WAH01 et BNA01 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

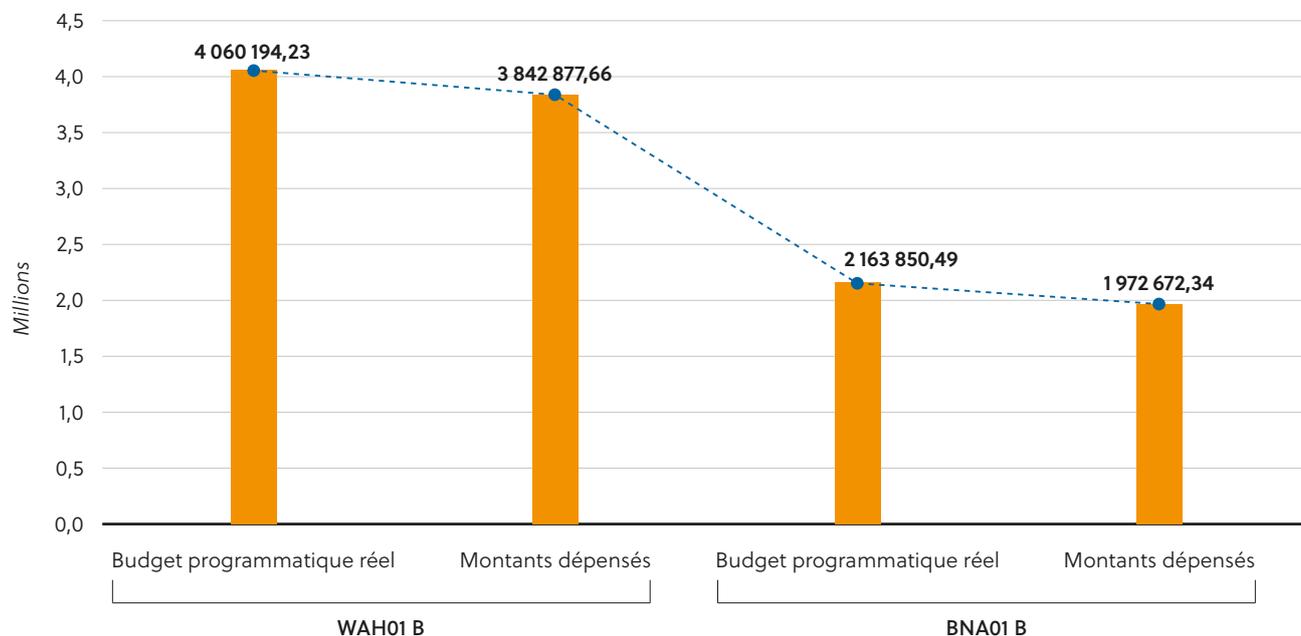
TABLEAU 8: Répartition des montants par fonds code

Description du centre de coûts	WAH01 B			BNA01 B		
	Budget Programma- tique Réel	Montants dépensés	Taux d'exécution %	Budget Programma- tique Réel	Montants dépensés	Taux d'exécution %
Regional Office/W&CA Region	2 731 763,58	2 578 259,60	94 %			
Burkina Faso - Ouagadougou	62 560,57	59 953,32	96 %			
Cameroun - Yaoundé	208 737,41	199 304,49	95 %			
Côte d'Ivoire - Abidjan	229 240,43	207 669,58	91 %			
Guinée - Conakry	159 030,65	157 205,99	99 %			
Mali - Bamako	199 253,99	199 253,99	100 %			
Mauritanie - Nouakchott	211 291,88	211 291,88	100 %			
Niger - Niamey	113 593,97	85 217,06	75 %			
Tchad - N'Djamena	144 721,75	144 721,75	100 %			
Regional Office/W&CA Region				902 959,54	792 484,05	88 %
Benin - Cotonou				1 260 890,95	1 180 188,29	94 %
	3 842 877,66		95 %	2 163 850,49	1 972 672,34	91 %
	5 815 550,00		93 %			

Source: STR – SWEDD

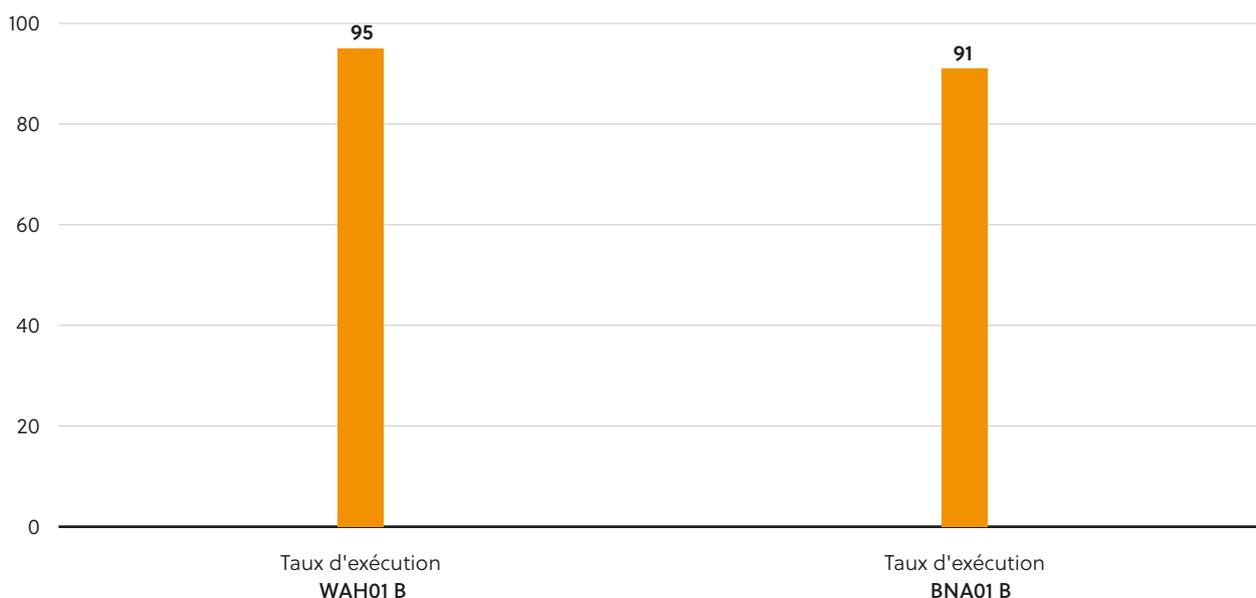
Le **graphique 8**, ci-dessous, présente le budget programmatique réel et les montants dépensés. Cependant, WAH01 a un budget programmatique réel de 4 060 194,23 tandis que BNA01 B a un budget de 2 163 850,49. Pour l'année 2023 les fonds budgétisés ont été bien utilisés par les deux sources de financement.

GRAPHIQUE 8 : Budget programmatique réel et le montant dépensé en 2023



Le **graphique 9**, ci-dessous, présente le taux d'exécution global du budget UNFPA pour 2023 qui est de 93 %. Le taux d'exécution budgétaire de WAH01 est de 95 %, tandis que celui de BNA01 est de 91 %.

GRAPHIQUE 9 : Taux d'exécution du budget UNFPA en 2023 (%)



CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS

Les contraintes et les recommandations suivantes ont été formulées à travers la mise en œuvre des activités du programme SWEDD.

Contraintes

- Instabilité politique et sécuritaire dans quelques pays, limitant l'accès aux zones d'intervention.
- Faiblesse des systèmes de santé entravant la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités.
- Effets continus de la pandémie de COVID-19 créant des retards dans le déploiement de certaines activités.
- Difficultés logistiques et administratives pour le décaissement des fonds dans les délais requis.
- Résistances socioculturelles persistantes défavorables à l'autonomisation des femmes et des filles.

Recommandations

- Renforcer la flexibilité des interventions pour s'adapter aux contextes changeants liés aux crises sécuritaires et politiques.
- Soutenir les autorités sanitaires nationales pour améliorer la disponibilité des ressources humaines qualifiées.
- Maintenir des mécanismes alternatifs de mise en œuvre en cas de nouvelles vagues épidémiques.
- Optimiser les procédures financières et accélérer le rythme de décaissement des fonds aux pays.
- Innover et renforcer les interventions au niveau communautaire pour une transformation sociale et comportementale.
- Renforcer les stratégies de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Élargir les partenariats avec les leaders traditionnels et religieux qui jouent un rôle clé dans la transformation des normes sociales.
- Renforcer les capacités de collecte et de remontée des données dans les pays pour un meilleur suivi des indicateurs.
- Capitaliser et disséminer plus largement les bonnes pratiques entre les pays SWEDD pour reproduire les expériences réussies.
- Maintenir un dialogue régulier entre les pays et les partenaires techniques et financiers pour identifier rapidement les difficultés et y répondre.

PRIORITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE 2024

Pour améliorer la demande régionale en services de santé et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes :

- Développer des stratégies de transformation de normes sociales discriminatoires pour les femmes et les filles.
- Renforcer des stratégies de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Développer une Campagne de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) 2024.
- Réaliser une étude sur la qualité et l'efficacité des contenus des curricula de formation utilisés dans le cadre des interventions communautaires (scolaires et extra-scolaires) visant l'appui à l'autonomisation des femmes et des filles.
- Renforcer le partenariat avec les leaders religieux et communautaires.
- Fournir de l'appui aux opportunités économiques et à l'autonomisation financière des femmes.
- Réaliser la cartographie et le suivi géoréférencé des interventions d'autonomisation.

Afin de renforcer les capacités régionales et la disponibilité des produits SRMNIN et des agents de santé qualifiés :

- Evaluation du fonctionnement de la distribution à base communautaire (DBC) des contraceptifs.
- Collaboration régionale sur la disponibilité des sages-femmes et leur déploiement.
- Formation de sages-femmes mentors et mise en place de la télémédecine.
- Renforcement de la formation de mentors et mise en place de la télémédecine.
- Appui aux nouveaux pays pour les projets pilotes de distribution au dernier kilomètre.
- Révision des stratégies de mise en œuvre des projets pilotes de distribution au dernier kilomètre.
- Collaboration régionale sur les ressources humaines en santé reproductive.

Favoriser l'engagement et les capacités d'élaboration des politiques et de mise en œuvre du projet :

- Déployer une assistance technique de proximité via les bureaux pays de l'UNFPA: plans de travail conjoints.
- Accompagner la budgétisation sensible au dividende démographique.
- Redynamiser les Observatoires Nationaux du Dividende Démographique.
- Faciliter le fonctionnement des réseaux population et développement et de la plateforme des juristes.
- Appuyer le plaidoyer et le dialogue politique en utilisant les données de recherche et d'analyse.
- Renforcer les systèmes de suivi-évaluation, avec un accent particulier sur la gestion axée sur les résultats, et l'impact.
- Développer un système de suivi évaluation intégré (Dashboard) au niveau régional.
- Organiser un symposium annuel sur le SWEDD de partage d'expériences et pratiques innovantes.
- Finaliser et déployer la plateforme de partage de connaissances SWEDD Connect.
- Organiser régulièrement des webinaires « SWEDDConnect » pour le partage des expériences.



CONCLUSION

L'année 2023 a marqué une étape décisive dans le renforcement de l'expérience du projet SWEDD en matière de réduction des inégalités de genre et d'autonomisation des femmes, ouvrant la voie à l'ère SWEDD+.

Les activités réalisées au cours de l'année dans le cadre des trois (03) composantes du projet ont permis des avancées substantielles, en dépit des défis posés par les contextes difficiles dans certains pays.

La composante 1 relative à la communication, à la mobilisation sociale et à l'autonomisation des femmes a notamment vu la finalisation des stratégies nationales de communication dans de nombreux pays. La composante 2 sur la santé reproductive a, quant à elle, largement dépassé ses objectifs. Enfin, la composante 3 a jeté les bases du renforcement des capacités et de l'engagement politique sur des questions démographiques essentielles.

À travers ses interventions ciblées, le projet SWEDD a d'ores et déjà apporté des changements tangibles dans la vie de centaines de milliers d'adolescentes et de femmes vulnérables, leurs perspectives s'en trouvent améliorées. Le défi demeure néanmoins entier pour transformer ces avancées quantitatives en impacts qualitatifs durables dans leur vie quotidienne.

Le lancement du projet SWEDD+ en 2024 ouvre de nouvelles perspectives prometteuses pour approfondir et étendre l'impact du SWEDD dans la région. Fort des acquis et des leçons apprises des phases précédentes, le SWEDD+ ambitionne d'accélérer les progrès vers l'autonomisation des femmes et des filles. Capitalisant sur une base de connaissances, un réseau de partenaires et un modèle d'interventions intégrées renforcées au fil des années, le SWEDD+ s'annonce comme un levier majeur pour l'atteinte des objectifs ambitieux fixés par les pays en termes de dividende démographique et d'égalité de genre.

L'approfondissement et l'étendue du changement d'échelle des interventions SWEDD sera crucial en 2024 pour ancrer ces acquis et mener chaque femme et chaque fille des pays SWEDD à bénéficier pleinement de ce projet novateur, ouvrant la voie vers plus d'égalité.



ANNEXES

ANNEXE 1: Cadre de résultats du projet SWEDD-2023

BÉNIN		BURKINA FASO		CÔTE D'IVOIRE		MALI		MAURITANIE		NIGER		TCHAD		CAMEROUN		GUINÉE		RÉGIONAL		
Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Cible 2023	Résultat 2023	Objectif 2024
COMPOSANTE 1: Améliorer la demande régionale pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile et renforcer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes																				
IODP#1: Taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires bénéficiaires des interventions relatives à la scolarisation dans les zones d'intervention du projet.																				
90 %	97 %	97 %	97 %	98 %	98 %	95 %	98 %	95 %	97 %	88 %	86 %	83 %	99 %	99 %	0 %	70 %	ND	79 %	96 %	93 %
IODP#2: Pourcentage d'adolescentes et de femmes bénéficiaires des interventions dans les Espaces sûrs qui ont de bonnes connaissances sur les conséquences néfastes des mariages d'enfant et des grossesses précoces ainsi que sur les avantages de l'espacement des naissances																				
90 %	98 %	80 %	98 %	85 %	86 %	90 %	100 %	98 %	91 %	94 %	97 %	70 %	99 %	100 %	0 %	70 %	ND	88 %	95 %	87 %
IRI#1: Nombre d'adolescentes ayant bénéficié d'au moins une des interventions relatives à la scolarisation (services de transport, hébergement, nourriture, fournitures scolaires, cours supplémentaires, (UCT) ou (CCT))																				
30240	30237	NA	68714	146160	95527	294000	272665	50000	71063	NA	21392	44300	107656	30000	4430	60000	10434	654700	682119	1 083 347
IRI#2: Nombre de bénéficiaires ayant complété la formation dans les Espaces sûrs (ES)																				
30000	186873	NA	11154	157370	42500	39000	39405	27000	16000	NA	29142	27841	124601	8000	ND	20000	ND	309211	449675	541859
IRI#3: Nombre d'adolescentes, de jeunes filles et de femmes ayant bénéficié d'au moins une intervention de support économique (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)																				
31970	55972	NA	4631	7500	2235	42191	42301	5000	3534	NA	3568	15000	32445	7605	2952	24000	ND	133266	147638	219717
IRI#4: Nombre de cas de VBG et pratiques néfastes dans les zones d'intervention du projet qui ont été référés pour prise en charge sanitaire, sociale, juridique, sécuritaire selon le processus de référencement en place																				
11000	50	NA	NA	2432	1066	450	21	ND	ND	NA	NA	120	196	1000	0	771	295	15773	1628	20187
COMPOSANTE 2: Renforcer les capacités régionales pour la mise à disposition des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle et de personnel sanitaire																				
IODP#3: Nombre de nouvelles utilisatrices d'une méthode de contraception moderne																				
150000	142808	NA	NA	80797	98663	230000	237191	86000	77393	NA	10147	52614	289106	50000	11184	33693	139218	702147	1005710	780880
IODP#4: Taux de rupture des produits contraceptifs dans les points de prestations de services dans les zones d'intervention du projet																				
10 %	20 %	NA	NA	15 %	12 %	5 %	14 %	40 %	51 %	50 %	38 %	40 %	21 %	25 %	0 %	10 %	5 %	18 %	23 %	14 %
IRI#5: Nombre de pilotes testés pour la distribution selon une checklist des produits SRMNIN au dernier kilomètre																				
3	1	4	3	1	1	2	2	1	1	4	3	2	2	0	0	3	0	12	13	31
IRI#6: Nombre de sages-femmes dans les zones d'intervention du projet ayant complété leur formation de base par des sessions de formation continue de courte durée dans le cadre de l'assurance qualité des services de santé de la reproduction (SONU, PF y compris PF du post partum et Genre)																				
5000	1006	3379	3379	500	533	2615	2750	180	175	870	948	310	3740	90	83	340	253	9035	12867	12867
COMPOSANTE 3: Favoriser l'engagement politique et renforcer la capacité d'élaboration des politiques de mise en œuvre du projet																				
IODP#5: Nombre de pays ayant adopté la budgétisation sensible au dividende démographique																				
1	0	1	0	1	0	1	1	1	0	0	0	1	0	1	0	1	0	9	1	9
IODP#6: Nombre de cadres juridiques nationaux et régionaux en faveur de la scolarisation et du maintien des filles à l'école, de la santé reproductive des adolescents, et de l'abandon des VBG et des pratiques néfastes																				
4	3	NA	NA	3	0	3	2	2	1	1	1	8	12	1	1	2	0	23	20	29
IRI#7: Nombre de pays dotés d'un observatoire de dividende démographique fonctionnel																				
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1	1	6	8	9
IRI#8: Nombre de publications nationales et régionales en lien avec la transition démographique, les questions de population et le Dividende Démographique																				
6	4	5	1	22	14	60	58	30	21	41	18	25	34	2	0	5	3	150	153	192
IRI# 9: Nombre de leaders communautaires et religieux engagés à promouvoir activement la scolarisation et le maintien des filles à l'école, la santé reproductive des adolescents, et l'abandon des VBG et des pratiques néfastes																				
3080	1815	1931	2092	1200	1769	5700	6136	1000	800	4260	1860	1755	2886	445	0	250	223	1919	17601	20275
IRI# 10: Pourcentage de plaintes enregistrées qui sont réellement traitées																				
95 %	0 %	NA	NA	85 %	0 %	95 %	100 %	95 %	100 %	NA	NA	80 %	0 %	100 %	0 %	80 %	0 %	90 %	96 %	96 %

NA: Non Applicable
 ND: Non Disponible/Non Déterminé.

ANNEXE 2: Recommandations CRP 2022⁽⁸⁾: état de mise en œuvre

Recommandations	État de mise en œuvre	Supports	Prochaines étapes	Responsables
1. Rendre disponible l'information sur le mécanisme de financement de l'Assistance technique.	Réalisée et en continue	Le STR a adopté une approche participative et inclusive, favorisant l'engagement et le partage d'informations sur le mécanisme de financement de l'assistance technique.	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'engagement en intensifiant le partage d'informations et en capitalisant sur les réalisations de l'Assistance Technique. 	STR
2. Impliquer les pays participants dans le processus d'évaluation de l'Assistance Technique.	Réalisée et en continue	Mécanismes de coordination de l'AT à différents niveaux mis en place (UGP-Bureau pays UNFPA, UGP/UCP-Bureau pays-STR/OOAS, STR/OOAS-IPs/BM).	<ul style="list-style-type: none"> Restitution des résultats de l'AT aux UGP-Bureau pays UNFPA. Restitution des résultats de l'AT aux UGP/UCP-Bureau pays-STR/OOAS. Restitution des résultats de l'AT aux STR/OOAS-IPs/BM. 	STR
3. Rendre disponible le plan opérationnel d'assistance technique et le mécanisme de coordination avec les pays selon les besoins spécifiques de chacun.	Réalisée et en continue	Plan opérationnel d'AT 2022 partagé.	<ul style="list-style-type: none"> Mécanismes de coordination réguliers établis. 	STR
4. Renforcer les mécanismes de partage d'expériences entre les pays (plateforme virtuelle des ressources, voyages d'études, missions d'appui technique, création de fora d'échanges thématiques).	Réalisée et en continue	Conception d'une plateforme virtuelle de gestion des connaissances du projet SWEDD comprenant deux volets : (i) Documentation de l'ensemble des ressources générées par le projet pour un accès rapide et facile et (ii): Communauté de pratique pour favoriser pour l'apprentissage centrée sur les thématiques du projet SWEDD pour favoriser les échanges sur des thématiques du projet entre les pays SWEDD.	<ul style="list-style-type: none"> Plateforme disponible à tous les usagers. Communauté de pratique active. 	STR
		Création de fora d'échanges thématiques à travers la mise en place d'un dispositif pour l'organisation et l'animation bimestrielle de webinaire sur les leçons apprises et les bonnes pratiques acquises de la mise en œuvre du projet et animé par les pays SWEDD.	<ul style="list-style-type: none"> Webinaire programmé pour l'année 2024 sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du projet SWEDD. 	Pays SWEDD/ STR
		Facilitation de mission d'appui technique des premiers pays SWEDD en soutien aux pays de la phase 2 du projet pour favoriser la coopération Sud-sud.	<ul style="list-style-type: none"> Réalisée toute l'année. 	Pays SWEDD/ STR

(8) Toutes les recommandations du CRP 2022 ont été mise en œuvre

Recommandations	État de mise en œuvre		Prochaines étapes	Responsables
	en œuvre	Supports		
4. Renforcer les mécanismes de partage d'expériences entre les pays (suite)	Réalisée et en continue	Financement de voyage d'études à travers le financement des bénéficiaires/entités notamment la prise en charge totale des frais de formation des étudiants de différentes cohortes des trois programmes de Master dans les centres d'excellence du projet SWEDD.	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir le financement de voyage d'études de bénéficiaires sur des thématiques pouvant avoir une plus-value pour le projet SWEDD. 	Pays SWEDD
5. Apporter un appui à la présidence du Comité Régional de Pilotage pour une efficacité soutenue de l'instance de gouvernance du SWEDD.	Réalisée et en continue	Mise en place d'un Secrétariat auprès de la présidence pour le suivi des activités du SWEDD.	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir le financement. 	Pays SWEDD/ SWEDD
6. Accompagner la Banque Mondiale dans la mobilisation des partenaires pour élargir le financement des pays et fédérer les énergies contribuant à l'atteinte des objectifs du SWEDD.		Accompagnement des nouveaux pays pour la préparation des PAD.	<ul style="list-style-type: none"> Financement sur les fonds SWEDD du STR. 	STR/Pays



SWEDD

AUTONOMISATION
DES FEMMES ET
DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S
EMPOWERMENT
AND
DEMOGRAPHIC
DIVIDEND



BENIN



BURKINA FASO



CAMEROUN



COTE D'IVOIRE



THE GAMBIA



GUINEE



MALI



MAURITANIE



NIGER



SENEGAL



TCHAD



TOGO